

Procès-verbal du
Conseil Municipal du mardi 30 juin 2026

Les membres du Conseil Municipal de la commune d'Onet-le-Château se sont réunis le trente juin deux mille vingt-six à dix-neuf heures à la salle l'AULA sur la convocation qui leur a été adressée le vingt-trois juin deux mille vingt-six par Monsieur Jean-Philippe KÉROSLIAN, Maire

Président : Jean-Philippe KÉROSLIAN, Maire d'Onet-le-Château

Présents : Sabine MIRAL, Christian MAZUC, Jean-Philippe ABINAL, Maurice QUATTROPANI, Christine LATAPIE, Mathis VIGUIER, Martine ROUJON, Jean-Louis COSTE, Jacques DOUZIECH, Françoise VITIELLO, Marie-Noëlle SAGE, Isabelle COURTIAL, Thierry RUSCASSIÉ, Salma BÉNALI, Christian GIRAUD, Valérie ABADIE-ROQUES, Patrick MÉRAVILLES, Arnaud RAMPLOU, Franck TOURNERET, Benjamin GOURDON, Jean-François BLANC, Didier ROBLET, Audrey MATHIEU, Benjamin GOUDERGUES, Ludivine CHATELAIN-NOUIOUA (arrivée à 19h34), Julie SAVIGNAC, Laura BOUTONNET, Sandrine BUSCAYLET, Alexis CÉSAR.

Absents ayant donné pouvoir : Catherine COUFFIN (pouvoir à Sabine MIRAL), Gulistan DINCEL (pouvoir à Jacques DOUZIECH), Rachida EL HAOUARI (pouvoir à Jean-Philippe KÉROSLIAN),

Absent excusé :

Secrétaire de séance : Sabine MIRAL

Monsieur le Maire : « *Bonsoir à toutes et à tous, bienvenue à cette séance du conseil municipal d'Onet-le-Château du mardi 30 juin 2026. Je vous prie d'excuser ce petit retard au démarrage qui est dû à la cérémonie de départ de Monsieur Jean-Philippe ALVERNHE, directeur historique de l'école Pierre PUEL des Costes Rouges. La durée des discours des personnes présentes à fait que j'ai été un petit peu décalé dans mon heure d'arrivée : je vous prie de m'en excuser une nouvelle fois...*

Je tiens à saluer la présence des jeunes de l'Université Populaire des Jeunes, c'est un pléonasme, qui sont avec nous. Ils nous ont déjà posé des questions, récemment, pendant une heure, à Catherine COUFFIN et moi-même, sur la vie démocratique municipale et ce soir, ils sont présents afin de voir comment se passe un conseil municipal.

Ils vont rester quelques minutes parmi nous puis regagneront leurs foyers respectifs. Nous les remercions de leur implication.

Nous allons maintenant commencer cette séance du conseil avec le traditionnel appel par Sabine MIRAL.

Madame Sabine MIRAL procède à l'appel des membres du Conseil municipal. Le quorum est atteint.

Monsieur le Maire : « *Nous passons maintenant à la désignation de la secrétaire de séance. Nous avons une candidate en la personne de Sabine MIRAL.*

Est-ce qu'il y a des personnes qui y sont opposées ? Non il n'y en a pas, pas d'abstention non plus donc Sabine MIRAL est élue secrétaire de séance. »

ORDRE DU JOUR :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 5 juin 2026
2. Compte rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal
3. Modification du tableau des effectifs - Avancements de grade 2026
4. Modification du tableau des effectifs - Promotion interne 2026
5. Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste d'assistant administratif au sein du pôle communication
6. Déclaration annuelle 2025 au FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique)
7. Remboursement des frais de transport, de repas et d'hébergement engagés par les personnels dans le cadre de déplacements temporaires liés à une mission
8. Remboursement de frais de déplacement et d'accompagnement liés à l'exercice du mandat municipal
9. Remboursement de frais de mandats spéciaux
10. Rapport d'activité des services municipaux pour l'année 2025
11. Nomenclature M57 - Adoption préalable du règlement budgétaire et financier
12. Budget 2026 - Décision modificative n°3 : budget annexe Réseau de chaleur
13. Budget 2026 - Décision modificative n°2 : budget annexe Restauration
14. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat - Opération de réhabilitation Les Tilleuls
15. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat - Opération de réhabilitation Les Genévriers
16. Garantie d'emprunts Polygone pour l'opération Construction de l'EHPAD de demain
17. Approbation de la participation de la mairie d'Onet-le-Château à la construction d'un tiers lieu dans le cadre du projet d'EHPAD de demain
18. Election des membres de la Commission d'Appel d'Offre (CAO)
19. Election des membres de la Commission communale de délégation de services publics et de concessions
20. Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux
21. Election des représentants de la commune à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité
22. Election des représentants de la commune à la Commission Intercommunale des Impôts Directs Locaux
23. Désignation des représentants de la commune pour siéger au sein de la CLECT de Rodez agglomération
24. Désignation du référent déontologue
25. Modalités d'application du droit à la formation des élus
26. Acceptation de la solution mutualisée du SMICA pour l'emploi d'un Délégué à la protection des données (DPO)
27. Adhésion à un groupement de commandes transport pour des prestations de transports collectifs de personnes

ATTRACTIVITÉ, VIE LOCALE ET COHÉSION

28. Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Onet-le-Château Football
29. Approbation de la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT-école) pour l'année scolaire 2026-2027 pour les écoles publiques

30. Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association du Théâtre à Moudre - Approbation de la convention
31. Approbation d'une convention de partenariat entre le musée Soulages et la Ville d'Onet-le-Château

AMÉNAGEMENT ET CADRE DE VIE

32. Opération façades (2025-2026) : aide aux travaux
33. Route d'Espalion - Convention de servitude entre Enedis et la commune d'Onet-le-Château
34. Rue des Narcisses - Convention de servitude entre la société GRDF et la commune d'Onet-le-Château
35. Travaux de rénovation énergétique de l'Hôtel de Ville : approbation de l'Avant-Projet Définitif (APD)
36. Travaux aménagement RD888 Traverse de La Roquette - Transfert partiel dans le domaine communal d'un bien de section

1. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 5 juin 2026

Monsieur le Maire expose que le procès-verbal de la séance du Conseil municipal, qui s'est tenue le vendredi 5 juin 2026, a été établi par la secrétaire de séance, Madame Sabine MIRAL, élue en séance, et a été transmis à l'ensemble des élus.

Il ajoute que conformément à l'article L.2121-15 Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que les membres du Conseil municipal l'approuvent ou demandent à le modifier.

Monsieur le Maire précise que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *En commission, ce dossier n'a pas reçu d'objection, je vous propose donc de passer au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix approuve le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du vendredi 5 juin 2026.

2. Compte rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire communique aux membres du Conseil municipal le compte-rendu des décisions prises depuis la dernière séance, conformément à la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par délibération N°DG/25-2026 prise en date du 21 mars 2026 et en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire précise que réunis en date du 22 juin 2026, les membres de la commission présents ont pris acte à l'unanimité du compte-rendu des décisions du Maire prises depuis le dernier Conseil municipal. Il ajoute que le compte-rendu de ces décisions a été envoyé avec l'ordre du jour et que chacun a pu en prendre connaissance :

N°72 du 2 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession des droits de représentation pour une prestation de spectacle vivant avec l'association FESTI DROLLE et la Ville d'Onet-le-Château dans le cadre de l'heure du conte de la médiathèque

Décision relative à la signature d'un contrat avec l'association Festi Drolle, représentée par Madame Sandrine MONNA en sa qualité de présidente, définissant les modalités de représentation du spectacle « Le mystère de Noël ».

Le spectacle sera présenté le mercredi 9 décembre 2026 à 15h au Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 1 050 € TTC. Ce montant inclus les frais de gestion et les frais de déplacements.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration pour 3 personnes.

N°73 du 3 avril 2026 : Signature d'un contrat avec Monsieur Théo BONNEFOUS pour l'organisation d'une conférence au Café Culturel Le Krill

Décision relative à la signature d'un contrat avec Monsieur Théo BONNEFOUS, 66 Place de la croix, 12450 FLAVIN ayant pour objet de définir les modalités d'accueil et de facturation d'une conférence sur la photographie animalière le jeudi 9 avril 2026, à 20h30, au Café Culturel Le Krill.

Le coût global de la conférence s'élève à 500 € TTC.

N°74 du 8 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession des droits de représentation pour une prestation de spectacle vivant avec la compagnie ASPIREVES et la Ville d'Onet-le-Château dans le cadre de l'heure du conte de la médiathèque

Décision relative à la signature d'un contrat avec la compagnie ASPIREVES, représentée par Madame Virginie PAOLPI en sa qualité de présidente, définissant les modalités de représentation du spectacle « Minus ».

Le spectacle sera présenté le mercredi 14 octobre 2026, à 15h, au Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 602 € TTC. Ce montant inclus les frais de gestion et les frais de déplacements.

N°75 du 9 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession des droits de représentation pour une prestation de spectacle vivant avec l'association CEM Culture en Mouvements / Cie Avant d'Ouvrir et la Ville d'Onet-le-Château dans le cadre de l'heure du conte de la médiathèque

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec l'association CEM Culture en Mouvements, représentée par Madame Juline ROSSIER en sa qualité de présidente, définissant les modalités de représentation du spectacle « Du lichen sous la neige »

Le spectacle sera présenté le mercredi 4 novembre 2026, à 15h, au Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 760 € TTC. Ce montant inclus les frais de gestion et les frais de déplacements. La Ville prendra également en charge les frais de restauration pour 1 personne.

N°76 du 9 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Odyssée Spectacle pour l'organisation d'un concert du groupe *Un singe en hiver* au Café Culturel Le Krill

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Odyssée Spectacle - 1 bis, rue petit de coupray, 95300 PONTOISE, représentée par Madame Mélisande DERIEUX en sa qualité d'administratrice de production, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du groupe *Un singe en hiver* pour l'organisation d'un concert le vendredi 17 avril 2026, à 18h30, au Café Culturel Le Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 600 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°77 du 9 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Mic Drop Production pour le spectacle de Tom BALDETTI à La Baleine

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Mic Drop Production sise 8, rue Clairaut 75017 PARIS représentée par Monsieur Benjamin GUINOIS en sa qualité de directeur général, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle de Tom BALDETTI le vendredi 25 septembre 2026, à 20h30, à La Baleine.

Le coût global de la cession s'élève à 7 912,50 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°78 du 9 avril 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Festi Drôle pour l'organisation du spectacle Le mystère de Noël au Café Culturel Le Krill

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Festi Drôle sise 175, rue des Vieilles Vignes, 31810 VERNET représentée par Madame Sandrine MONNA en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil de la Compagnie Nath&Co pour le spectacle Le mystère de Noël le mercredi 09 décembre 2026, à 10h, au Café Culturel Le Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 1 050€ TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°79 du 13 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition d'un emballage de gaz industriel pour le service technique municipal

Décision relative à la signature, pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} août 2026, avec la société AIR LIQUIDE d'une convention fixant les modalités de mise à disposition d'un emballage de gaz industriel, pour le service technique municipal.

Le montant de la location annuelle est de 217,88 € HT soit 261,46 € TTC.

N°80 du 13 avril 2026 : Création d'une régie d'avance « Pôle Finances »

Décision relative à la création d'une régie d'avance pour le Pôle Finances.

La décision n°104-2024 du 7 juin 2024 est abrogée.

Il est institué une régie d'avances auprès du pôle finances de la commune d'Onet-le-Château pour effectuer des paiements par carte bancaire compte tenu des besoins de la collectivité.

Cette régie est installée à Onet-le-Château – 12 rue des Coquelicots 12850 Onet-le-Château

La régie paie les dépenses suivantes :

- sponsoring d'activités culturelles, festives et sportives sur des plateformes de paiement en ligne,
- abonnement outils de marketing digital (newsletter, notifications...),
- produits culturels (jeux, livres),
- impression d'objets publicitaires,
- vignette automobile,
- frais de modification de cartes grises de véhicules de la commune,
- frais de pressing,
- carburant en cas d'impossibilité de se fournir chez les distributeurs chez lesquels la commune détient un compte,
- denrées alimentaires et petites fournitures en cas d'urgence ne permettant pas de se rendre chez un fournisseur pour lequel la commune détient un compte,

- frais de déplacements : péage, carburant, parking, hébergement, restauration, train, avion, transports en commun et taxi,
- achat de matériels informatiques,
- abonnement à des services sur internet (cloud, droits d'utilisation...).

Les dépenses désignées ci-dessus sont payées selon les modes de règlement suivants :

- carte bancaire sur place chez les commerçants ou fournisseurs équipés de TPE,
- carte bancaire sur internet (règlement à distance).

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie de Rodez. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 5 000 €.

Le régisseur verse auprès du trésorier de Rodez la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois.

L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination. Le régisseur, le suppléant et le mandataire ne percevront pas d'indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur.

N°81 du 16 avril 2026 : Signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de vêtements de travail pour le lot n°4 : vêtements et chaussures pour les services de la restauration, MAPA 2026-04-04 signé avec Quincaillerie Angles

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché MAPA n°2026-04-04 relatif au marché de fourniture de vêtements de travail pour le lot n°4 : vêtements et chaussures pour les services de la restauration, signé avec Quincaillerie Angles, afin de répercuter l'évolution de l'écotaxe intervenue en janvier 2026 sur les prix figurant au marché.

L'avenant n'a pas pour objet de modifier le montant maximum du marché.

N°82 du 16 avril 2026 : Délivrance d'une concession de case de columbarium dans L'ESPACE CINERAIRE - ONET VILLAGE

Décision relative à la délivrance à Madame R. P. ainsi qu'à Monsieur JP. P d'une concession case columbarium 2 urnes, n°13 E COL ONET, Case 10 dans l'espace cinéraire d'Onet Village à compter du 14 avril 2026 à l'effet d'y fonder la sépulture particulière pour une durée de 15 années et expirant le 14 avril 2041.

La concession est accordée à titre de concession nouvelle, moyennant la somme totale de 330,00 € (trois cent trente euros) qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance N°P14B du 14 avril 2026.

N°83 du 16 avril 2026 : Décision d'Ester en justice - Désignation d'un avocat / Affaire n°2600689-2

Décision d'ester en justice en défense devant le Tribunal administratif de Toulouse dans le cadre de la requête n°2600689-2 présentée par Monsieur A. B. concernant sa demande en réparation suite à un incident sur la voie publique, et d'autoriser la représentation de la commune par la SCP Hubert et Bastien AUZUECH sise 3, place d'Armes 12000 RODEZ, jusqu'au terme de la procédure de première instance devant ledit Tribunal.

N°84 du 16 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle Maison des Associations (salle complète avec office)

Décision relative à la signature d'une convention avec Association Culturelle de Bienfaisance de Rodez sise 11 route de Séverac 12850 ONET LE CHÂTEAU, en vue de mettre à disposition la salle Maison des Associations (salle complète avec office) du vendredi 5 au dimanche 7 juin 2026.

Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 € dans les conditions définies dans ladite convention.

N°85 du 21 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle Maison des Associations (salle complète avec office)

Décision relative à la signature d'une convention avec Monsieur A.S., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle de la Maison des Associations (salle complète avec office) du vendredi 3 au dimanche 5 juillet 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°86 du 21 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition des Salles 1 et 2 de la Maison des Associations (avec office)

Décision relative à la signature d'une convention avec Madame M. P., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition les Salles 1 et 2 de la Maison des Associations (avec office) du vendredi 10 au dimanche 12 juillet 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 500 €.

N°87 du 21 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Madame H. G., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 24 au dimanche 26 juillet 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 500 €.

N°88 du 21 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition des Salles 1 et 2 de la Maison des Associations (avec office)

Décision relative à la signature d'une convention avec Monsieur S. L., résidant ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition les Salles 2 et 3 de la Maison des Associations (avec office) du vendredi 7 au dimanche 9 août 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 500 €.

N°89 du 21 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Monsieur R. G, résidant ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 14 au dimanche 16 août 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°90 du 22 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Madame A. L., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 21 au dimanche 23 août 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°91 du 22 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Madame I. G., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 18 au dimanche 20 septembre 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°92 du 22 avril 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Monsieur JC. B., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 30 octobre au dimanche 1 novembre 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°93 du 22 avril 2026 : Signature d'un contrat de formation professionnelle continue

Décision relative à la signature d'un contrat de formation professionnelle continue, au profit de Monsieur Aurélien SIMON, agent de la ville d'Onet-le-Château, avec le G.I.P. F.C.I.P. de l'Académie de Toulouse, sis 135 rue de Périole, 31 500 TOULOUSE.

Le coût de la formation, qui se déroulera au Lycée Louis RASCOL à ALBI (81), est de 1 404€ TTC pour une durée de 78h.

N°94 : NON PRISE

N°95 du 5 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec le Lions Club de Rodez

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux avec le Lions Club de Rodez, 15, avenue Tarayre 12000 RODEZ, représenté par Philippe BOYER, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation d'une représentation théâtrale, le samedi 9 mai 2026, à 21h, à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°96 du 5 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle Salle Robert Rouquié (Athyrrium)

Décision relative à la signature d'une convention avec Rallye Rouergue, résidant Résidence St Eloi, Avenue de Vabre, 12000 RODEZ, en vue de mettre à disposition la salle Salle Robert Rouquié (Athyrrium) du jeudi 9 au samedi 11 juillet 2026.

Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 2 700 € dans les conditions définies dans ladite convention.

N°96 bis du 5 mai 2026 : Délivrance d'une concession de terrain dans le Cimetière Onet Village

Décision relative à la délivrance à Madame A. D. d'une concession de 2,50 m² superficiels, n°59 E ONET, N°Plan G11 pour une durée de 30 années et expirant le 30 avril 2056. La concession est accordée moyennant la somme totale de 480,00 € (quatre cent quatre-vingts euros) qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance N°P15B du 30 avril 2026.

N°97 du 5 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec la MJC d'Onet le Château

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice de la MJC d'Onet le Château sise, 26 boulevard des Capucines ONET-LE-CHATEAU, représentée par Monsieur Pierre PONS en sa qualité de Président ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation d'une soirée théâtre Impro avec Les Imprototypes le vendredi 22 mai 2026, à 20h30, à La Baleine, et des soirées des ateliers théâtre le mercredi 20 mai et le mercredi 27 mai 2026, à 20h30, à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°98 du 5 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec l'association Les coulisses perchées pour le spectacle *Sarah Bernhardt, la divine* dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec l'association Les coulisses perchées sise 4, route de Sainte-Anne, TOURTOUR, représentée par Monsieur Lyam DUQUEF en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Sarah Bernhardt, la divine*, le jeudi 28 mai 2026, à 20h30, à La Baleine dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII.

Le coût global de la cession s'élève à 500 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°99 du 5 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec la Compagnie Accordage pour le spectacle *Les Silences* dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec la Compagnie Accordage, 240 Chemin de la Vigne, CLARENSAC, représentée par Madame Martine PALEM en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Les Silences*, le vendredi 29 mai 2026, à 20h30, à La Baleine dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII.

Le coût global de la cession s'élève à 500 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°100 du 5 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec la Compagnie 1.2.3 Comédie ! pour le spectacle *Pédagogie de l'échec* dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec la Compagnie 1.2.3 Comédie ! sise 43 bis, avenue Général De Gaulle, CHATEAURENARD, représentée par Monsieur Marc GUERIN en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Pédagogie de l'échec*, le samedi 30 mai 2026 à 17h30 à La Baleine dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII.

Le coût global de la cession s'élève à 500 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°101 du 5 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec l'association La Divine Comédie pour le spectacle *Une semaine pas plus* dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec l'association La Divine Comédie sise 39, avenue du Centre, BEYNES, représentée par Madame Ophélie PINEAU en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Une semaine pas plus*, le samedi 30 mai 2026, à 20h30, à La Baleine dans le cadre du Festival de Théâtre Amateur, deuxième acte, scène VIII.

Le coût global de la cession s'élève à 500 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°102 du 5 mai 2026 : Rétrocession concession funéraire Madame S. C. située à Onet Village.

Décision relative à la rétrocession à Madame S.C. de la concession funéraire temporaire de trente ans numéro 8 E ONET acquise le 05/12/2020 au cimetière d'Onet Village ci dont elle est fondatrice à la commune d'Onet-le-Château.

Il sera accordé à Madame S. C. le versement d'une indemnité de 240,00 € correspondant au montant calculé au prorata temporis de la durée d'utilisation de la concession.

N°103 du 7 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle L'Aula

Décision relative à la signature d'une convention avec Madame M. F., résidant à ONET-LE-CHATEAU, en vue de mettre à disposition la salle L'Aula du vendredi 17 au dimanche 19 juillet 2026. Cette mise à disposition est consentie moyennant le paiement de la somme de 600 €.

N°104 du 11 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Tcholele Productions pour le spectacle *Opération Bretzel*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Tcholele Productions, 7 rue Ganneron, PARIS, représentée par Madame Fanny JOURDAN, en sa qualité de Gérante, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Opération Bretzel*, le mercredi 23 septembre 2026, à 20h30, à La Baleine. Le coût global de la cession s'élève à 4 220 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°105 du 11 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec M&G pour le spectacle de Paul de Saint Sernin

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec M&G, 4 rue des blés, LA PLAINE SAINT-DENIS, représentée par Madame Mathilde CARRON, en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle de *Paul de Saint Sernin*, le jeudi 24 septembre 2026, à 20h30, à La Baleine.

Le coût global de la cession s'élève à 8 967,50 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°106 du 11 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Production du Matin pour le spectacle *Les Marchands d'étoiles*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Production du Matin, 100 boulevard Maurice Berteaux, CARRIERE SUR SEINE, représentée par Monsieur Julien POUPLIN, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Les Marchands d'étoiles*, le mercredi 14 octobre 2026, à 20h30, à La Baleine.

Le coût global de la cession s'élève à 10 550 € TTC. Un acompte de 3 165 € TTC sera versé à la signature du contrat, le solde de 7 385 € TTC sera versé à l'issue de la représentation.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°107 du 12 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Sans Trucage Production pour le spectacle *Je pense donc voilà* de David Silaguy

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Sans Trucage Production, 33 rue Lancefoc, TOULOUSE, représentée par Monsieur Pablo LOUIS, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Je pense donc voilà* de David SILAGUY, le mardi 22 septembre 2026 à 20h30 au Café Culturel Le Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 800 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°108 du 12 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec le Collège Canaguet Saint-Viateur

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice du Collège St Viateur Canaguet, 70 route de Vabre, ONET-LE-CHATEAU, représenté par Madame Christine PRADALIER, en sa qualité de Chef d'établissement, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation d'une pièce de théâtre par les élèves du collège le jeudi 4 juin 2026, à 20h30, à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°109 du 12 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec l'école Sainte-Bernadette

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice de l'école Sainte-Bernadette, 7 rue des Aubépines, ONET-LE-CHATEAU, représentée par Madame Priscilla LATIEULE, en sa qualité de Chef d'établissement ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation du spectacle de fin d'année des élèves de l'école le mardi 9 juin 2026, à 20h30, à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°110 du 12 mai 2026 : Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice de l'école Pierre PUEL, Les Costes Rouges, ONET-LE-CHATEAU, représentée par Monsieur Jean-Philippe ALVERNHE, en sa qualité de Directeur, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation du spectacle de fin d'année des élèves de l'école le jeudi 11 juin 2026, à 18h30, à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits. La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°111 du 12 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec le Conservatoire de l'Aveyron

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice du Conservatoire de l'Aveyron sise 5, place Ste-Catherine, RODEZ, représenté par Monsieur Christian TiEULIE, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation d'un concert symphonique le mercredi 17 juin 2026 ,à 20h30, à La Baleine. La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits. La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°112 du 12 mai 2026 : Signature d'un contrat de location de la salle de La Baleine avec l'école de danse A Corps Dansant

Décision relative à la signature d'une convention de location avec l'association A Corps Dansant sise 33, rue des Erables, ONET-LE-CHATEAU, représentée par Madame Andréa MARTEAU, en sa qualité de Professeure de danse, ayant pour objet de définir les modalités de la convention de location afin de louer la salle de La Baleine le samedi 6 juin 2026 pour l'organisation d'un gala de danse.

En contrepartie de la location de la salle de La Baleine pour l'organisation de cette soirée, l'association A Corps Dansant s'engage à verser à la Ville la somme de 1 050 € TTC.

N°113 du 19 mai 2026 : Souscription aux emprunts 2026

Décision relative à la souscription auprès de LA BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE de trois prêts ayant pour objet le financement des projets décrits ci-dessus selon les caractéristiques suivantes :

Projet	Budget Principal Rénovations école J Laroche / HDV	Restauration Extension laverie	Réseau de chaleur Mise aux normes
Montant	700 000 €	150 000 €	650 000 €
Durée	15 ans	15 ans	10 ans
Type de taux	Fixe	Fixe	Fixe
Taux	3,80%	3,80%	3,45%
Périodicité	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Amortissement	Constant	Constant	Constant
Frais de dossier	0 €	0 €	0 €

N°114 du 28 mai 2026 : Création des tarifs pour le concert de Charles DORE

Décision relative à la fixation des tarifs suivants pour le concert de Charles DORE le vendredi 28 août 2026 dans le parc du Château d'Onet Village :

- Plein Tarif : 15€
- Tarif Réduit, Carte Culture et groupe de 10 personnes et plus : 10€
- Tarif étudiant et moins de 18 ans : 8€

Ces tarifs seront appliqués à compter du 12 juin 2026 jusqu'au 28 août 2026 inclus.

N°115 du 28 mai 2026 : Signature d'un contrat de cession avec SARL La Baguette pour le spectacle *Augustin pirate des Indes*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec SARL La Baguette sise 13, rue de Cotte, PARIS représentée par Monsieur Marc WOLTERS, en sa qualité de Dirigeant, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Augustin pirate des Indes* le mercredi 10 juin 2026 ,à 15h ,à La Baleine. Le coût global de la cession s'élève à 2 948,51 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°116 du 28 mai 2026 : Signature d'une convention de mise à disposition de la salle de La Baleine avec l'UDAF 12

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux avec l'UDAF 12 sise 1, rue du Gaz 12000 RODEZ, représentée par Madame Marie-Josée MOYSSET, en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation des 80 ans de l'UDAF, le samedi 13 juin 2026 à partir de 14h à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de ces manifestations.

N°117 du 28 mai 2026 : Signature d'une convention de partenariat entre le Lycée Professionnel Foch de Rodez et le Théâtre Municipal La Baleine d'Onet le Château

Décision relative à la signature d'une convention de partenariat avec le Lycée Professionnel Foch de Rodez, 1 rue Vieussens, 12 000 RODEZ, représenté par Monsieur Jean-Noël TACHÉ, en sa qualité de Chef d'établissement, ayant pour objet de définir les modalités de la mise en place d'une convention de partenariat pour une formation en milieu professionnel des élèves de la section accueil du lycée professionnel.

Les élèves seront présents les soirs de spectacle à La Baleine pour assurer l'accueil et le placement du public. Ils seront encadrés par leurs enseignants ainsi que par du personnel municipal.

N°118 du 1^{er} juin 2026 : Signature et attribution des marchés de fourniture pour le remplacement, et mise en service d'une machine à laver la vaisselle professionnelle pour la cuisine centrale - Marché N°2026-07

Décision relative à la signature et l'attribution des marchés n°2026-07 relatifs à la fourniture pour le remplacement, et mise en service d'une machine à laver la vaisselle professionnelle pour la cuisine centrale :

- pour le lot n°1 : lave-vaisselle à avancement automatique avec l'entreprise AFC Aveyron Froid, sise 12000 RODEZ, pour un montant de 46 379,82 € HT pour l'offre de base, la PSE 1 Connexion à distance (smartphone/tablette/PC) pour un montant de 3 363,06 € HT, la PSE 2 Trou vide-déchets table mixte pour un montant de 280,20 € HT, et la PSE 3 Dotations en casiers de lavage : 500,52 € HT

- pour le lot n°2 : mobilier de tri et de dépose pour enfants (6 à 9 ans – CP au CE2) à l'entreprise HMI Horis, sise 77290 MITRY-MORY pour un montant de 4 970 € HT pour l'offre de base et la PS 1 - Système de pesée intégrée 2 postes Wifi pour un montant de 1 568,68€ HT, et PSE 2 - Chariot récupérateur de pain pour un montant de 717,48 € HT.

N°119 du 4 juin 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Zouave pour le concert de Charles DORÉ

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Zouave, 68 rue de la Folie Méricourt, PARIS, représentée par Monsieur Olivier TOUATI, en sa qualité de Directeur Général, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du concert de Charles DORÉ le vendredi 28 août 2026, à 21h, dans le Parc du château d'Onet Village.

Le coût global de la cession s'élève à 6 330 € TTC. Un acompte de 3 165 € TTC sera versé à la signature du contrat, le solde de 3 165 € TTC sera versé à l'issue de la représentation. La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°120 du 4 juin 2026 : Signature d'un contrat de cession avec Quartier Libre Productions pour le spectacle *Nature Morte*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Quartier Libre Productions, 4 rue Jeanne d'Asnières, CLICHY, représenté par Monsieur Alexandre BAUD, en sa qualité de Gérant, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Nature Morte*, le mardi 20 avril 2027, à 20h30, à La Baleine. Le coût global de la cession et des frais annexes s'élève à 19 969,46 € TTC. Un acompte de 6 000 € TTC sera versé en janvier 2027, le solde de 13 969,46 € TTC sera versé à l'issue de la représentation. La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°121 du 4 juin 2026 : Signature d'un contrat de cession avec BA Prod pour le spectacle *Délicieux* de David CASTELLO LOPEZ

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec BA Prod, 5 rue de l'Odéon, PARIS, représentée par Madame Aurélie BAUER, en sa qualité de Gérante, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Délicieux* de David CASTELLO LOPEZ, le jeudi 27 mai 2027, à 20h30, à L'Athyrium.

Le coût global de la cession s'élève à 13 783,50€ TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°122 du 4 juin 2026 : Signature d'un contrat de cession avec la Compagnie L'envers du Monde pour le spectacle *Les petites casseroles (que tu trimballes)*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec la Compagnie L'envers du Monde, 105 rue Bonnat, TOULOUSE, représentée par Madame Sakina KHAN, en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Les petites casseroles (que tu trimballes)*, le mercredi 23 septembre 2026, à 15h, au Café Culturel Le Krill.

Le coût global de la cession s'élève à 1 250 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°123 du 4 juin 2026 : Contrat de services de détection et de remédiation pour la solution de sécurité CrowdStrike ITP

Décision relative à la signature, avec la société EXAPROBE, d'un contrat fixant les modalités des services de détection et de remédiation pour la solution CROWDSTRIKE ITP. Le contrat débute le 9 décembre 2025 pour une durée de 10 mois. Le montant pour la période est de 900 € H.T

N°124 du 4 juin 2026 : Signature d'une convention de formation professionnelle continue

Décision relative à la signature d'une convention de formation professionnelle continue, au profit de Monsieur Jean Philippe NAYRAGUET, agent de la ville d'Onet-le-Château, avec l'Agricampus La Roque

Le coût de la formation, qui se déroulera au CFPPA Rodez-La Roque (12), est de 200€ TTC pour une durée de 7h00 le 2 septembre 2026 ;

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix prend acte du compte rendu des décisions du Maire prises depuis la dernière séance.

3. Modification du tableau des effectifs - Avancements de grade 2026

Monsieur Jean-Philippe ABINAL expose que l'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emplois qui permet d'accéder à un niveau de fonctions et d'emplois plus élevés.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL rappelle que l'avancement de grade est un avantage facultatif laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale. Il reste une faculté et non une obligation.

Il précise que les lignes de gestions directrices signées par Monsieur le Maire le 21 avril 2021, obligatoires et correspondantes à l'une des innovations de la loi 2019-828 du 6 août 2019, dite de transformations de la Fonction Publique, constituent le socle juridique des avancements de grade prononcés à partir de 2021 et notamment définissent les critères d'éligibilité des agents à savoir :

- s'ils remplissent les conditions réglementaires et notamment d'ancienneté dans le grade,
- si leurs missions sont en adéquation entre le grade / la fonction / l'organigramme,
- suivant les résultats professionnels obtenus,
- suivant la compétence professionnelle et technique,
- suivant la capacité d'encadrement pour certains grades,
- suivant le temps passé entre 2 avancements,
- suivant l'implication et la motivation de l'agent,
- suivant une réussite à un examen,
- suivant la capacité financière définie par la Collectivité.

Les lignes de gestions directrices définissent également les étapes décisionnelles au sein de la Collectivité :

- avis du Chef de service validé par le Chef de pôle,
- avis de la Directrice Générale des Services, de la Cheffe du pôle des ressources humaines et de l'Elu en charge des RH,
- validation des propositions par Monsieur le Maire,
- avis du Comité Social Territorial,
- décision du Conseil Municipal.

Les fonctionnaires retenus sont inscrits sur une liste d'aptitude.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise également que la délibération RH/127-2020 a fixé à 100% le ratio commun à tous les cadres d'emplois. Ainsi, chaque année, Monsieur le Maire a la possibilité de promouvoir les agents proposés à l'avancement de grade, celui-ci pouvant être égal au maximum à 100 % des agents promouvables.

Aussi, il est proposé aux membres du conseil municipal de valider les propositions d'avancements de grade ci-dessous et d'adapter en conséquence le tableau des effectifs à compter du 1^{er} juillet 2026 comme suit :

Date nomination	Grades supprimées			Grades créés		
	Grades	Nombre d'emploi	Taux d'emploi	Grades	Nombre d'emploi	Taux d'emploi
01/07/2026	Adjoint Administratif	1	100%	Adjoint Administratif principal 2 ^{ème} classe	1	100%
01/07/2026	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	1	TNC 80%	ATSEM principal 1 ^{ère} classe	1	TNC 80%
01/07/2026	Adjoint Technique	1	100%	Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	1	100%
01/07/2026	Adjoint Technique principal de 2 ^{ème} classe	3	100%	Adjoint Technique principal 1 ^{ère} classe	3	100%
01/07/2026	Agent de Maîtrise	1	100%	Agent de Maîtrise Principal	1	100%
01/11/2026	Agent de Maîtrise	1	100%	Agent de Maîtrise Principal	1	100%
01/07/2026	Gardien-Brigadier	1	100%	Brigadier-Chef Principal	1	100%
01/07/2026	Auxiliaire de Puériculture CN	1	100%	Auxiliaire de Puériculture CS	1	100%
01/01/2027	Auxiliaire de Puériculture CN	1	100%	Auxiliaire de Puériculture CS	1	100%

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget 2026,

Monsieur Jean-Philippe ABINAL indique que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable du Comité Social Territorial lors de sa séance en date du 16 juin 2026 et un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des interventions, des questions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous passons donc au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve les avancements de grade pour 2026 tels qu'exposés ci-dessus,
- approuve la modification du tableau des effectifs à compter des dates telles qu'indiquées ci-dessus.

4. Modification du tableau des effectifs - Promotion interne 2026

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que la promotion interne se définit comme un mode d'accès à un cadre d'emplois supérieur qui déroge au principe de recrutement par concours. Ce dispositif est ouvert aux fonctionnaires territoriaux et concerne certains cadres d'emplois de catégorie A et B et, pour la catégorie C, le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

Il donne lieu à inscription sur une liste d'aptitude, en fonction de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience, éléments de nature à garantir l'aptitude à exercer les fonctions afférentes au grade de promotion.

Il précise que les lignes de gestions directrices signées par Monsieur le Maire le 21 avril 2021, obligatoires et correspondantes à l'une des innovations de la loi 2019-828 du 6 août 2019, dite de transformations de la Fonction Publique, constituent le socle juridique des avancements de grade prononcés à partir de 2021 et notamment définissent les critères d'éligibilité des agents à savoir:

- s'ils remplissent les conditions règlementaires et notamment d'ancienneté dans le grade,
- si leurs missions sont en adéquation entre le grade / la fonction / l'organigramme,
- suivant les résultats professionnels obtenus,
- suivant la compétence professionnelle et technique,
- suivant la capacité d'encadrement pour certains grades,
- suivant le temps passé entre 2 avancements,
- suivant l'implication et la motivation de l'agent,
- suivant une réussite à un examen,
- suivant la capacité financière définie par la Collectivité.

Les lignes de gestions directrices définissent également les étapes décisionnelles au sein de la Collectivité :

- avis du Chef de service validé par le Chef de pôle,
- avis de la Directrice Générale des Services, de la Cheffe du pôle des ressources humaines et de l'Elu en charge des RH,
- validation des propositions par Monsieur le Maire,
- avis du Comité Social Territorial,
- décision du Conseil Municipal.

Les fonctionnaires retenus sont inscrits sur une liste d'aptitude.

Il est proposé de nommer un agent au grade d'Attaché et un agent au grade d'Agent de Maîtrise compte tenu des missions qui leur sont confiées

Aussi, il est proposé aux membres du conseil municipal de valider les propositions de promotion interne et d'adapter en conséquence le tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre 2026 comme suit :

Date nomination	Grades supprimées			Grades créés		
	Grades	Nombre d'emploi	Taux d'emploi	Grades	Nombre d'emploi	Taux d'emploi
01/09/2026	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	1	100%	Attaché	1	100%
01/09/2026	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1	100%	Agent de Maîtrise	1	100%

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget 2026,

Monsieur Jean-Philippe ABINAL indique que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable du Comité Social Territorial lors de sa séance en date du 16 juin 2026 et un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons donc au vote. »*

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- valide la promotion interne pour 2026 telles qu'exposée ci-dessus,
- approuve la modification du tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre telle que présentée ci-dessus.

5. Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste d'assistant administratif au sein du pôle communication

Monsieur Jean-Philippe ABINAL expose que conformément à l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL indique que suite à la réorganisation et au besoin du service communication, il est proposé de créer un poste d'assistant administratif afin de maintenir et de garantir la continuité du service.

GRADE CRÉÉ			
Date	Grade	Nombre d'emploi	Taux d'emploi
15 août 2026	Adjoint Administratif contractuel	1	100%

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget 2026.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL indique que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable du Comité Social Territorial lors de sa séance en date du 16 juin 2026 et un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide de la création du poste d'assistant administratif au sein du service communication tel qu'indiqué ci-dessus.

6. Déclaration annuelle 2025 au FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique)

Monsieur Jean-Philippe ABINAL expose que la loi fait obligation aux employeurs publics lorsqu'ils emploient au moins 20 personnes en équivalent temps plein (ETP), d'employer dans leurs effectifs 6 % d'agents reconnus travailleurs handicapés.

Si ce taux n'est pas atteint, une contribution annuelle, proportionnelle à l'écart constaté entre le nombre d'agents reconnus travailleurs handicapés rémunérés au sein de la collectivité et l'obligation légale, est à verser au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.

La Mairie d'Onet-le-Château s'inscrit de façon dynamique autour de 2 axes :

- l'accès à l'emploi public au sein de ses services de personne reconnues travailleurs handicapés,
- la commande de fournitures et de prestations auprès d'entreprises d'insertion par le travail des personnes en situation de handicap.

Pour la Mairie d'Onet-le-Château en 2025, le taux se situe à 6,63%, avec 11 agents reconnus travailleurs handicapés déclarés et des prestations auprès d'entreprises d'insertion à savoir l'ESAT Ste-Marie et l'ESAT SEVE de Sébazac.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité de cette information.

7. Remboursement des frais de transport, de repas et d'hébergement engagés par les personnels dans le cadre de déplacements temporaires liés à une mission

Monsieur Jean-Philippe ABINAL expose que les agents territoriaux peuvent être amenés à se déplacer pour les besoins du service dans le cadre de leurs missions, de formations obligatoires ou validées par la collectivité. Les frais occasionnés par ces déplacements, sous certaines conditions, sont pris en charge par la collectivité employeur de l'agent.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que dès lors que ces frais sont engagés, conformément aux dispositions réglementaires et autorisés par l'autorité territoriale, leur indemnisation constitue un droit pour les agents. Cette prise en charge n'a donc pas à être autorisée par l'organe délibérant. Toutefois, les textes prévoient que certaines modalités de remboursement soient définies par délibération.

Il rappelle que le remboursement des frais de déplacement est effectué à la fin du déplacement ou mensuellement, à terme échu.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL informe les membres du Conseil municipal que plusieurs évolutions réglementaires ayant eu lieu, il convient de prendre en compte ces évolutions et d'adopter les modalités de remboursements les plus justes pour les agents et la collectivité.

Dans ce cadre, les membres du Conseil municipal sont informés que :

- Le bénéfice du remboursement des frais de déplacement est ouvert aux agents suivants :
 - aux agents titulaires et stagiaires (en activité, détachés dans la collectivité ou mis à sa disposition),
 - aux agents contractuels de droit public,
 - aux agents de droit privé recrutés dans le cadre de contrats relevant du Code du travail, tels que les contrats Parcours Emploi Compétences (P.E.C.), contrats d'apprentissage, etc.

La durée du travail des agents (temps complet, temps non complet) ou les aménagements de cette durée (temps partiel, cessation progressive d'activité, ...) est sans incidence sur les conditions et les modalités de calcul des remboursements de frais. Ainsi, les indemnités perçues à ce titre restent dues au taux plein sans proratisation.

- Prise en charge des frais de déplacements occasionnels et/ou temporaires liés à une mission

Est considéré en déplacement, l'agent qui se déplace pour les besoins du service ou de formations obligatoires et/ou validées par la collectivité hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale. A cette occasion, l'agent pourra prétendre à la prise en charge :

- de ses frais de transport sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur,
- de ses frais de repas et d'hébergement.

- **Propositions de modalités d'Indemnisation :**

1-Frais de transport :

- Déplacements effectués en dehors de la résidence administrative et familiale de l'agent : versement d'indemnités kilométriques calculées en fonction du type de véhicule, de la puissance fiscale et du nombre de kilomètres parcourus selon les dispositions réglementaires en vigueur : depuis le 1^{er} janvier 2022 jusqu' à ce jour l'arrêté ministériel du 14 mars 2022 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006.

- ✓ **Il est proposé de maintenir le remboursement des agents selon les modalités réglementaires en vigueur dans les conditions exposées ci-dessus.**

- Frais annexes et complémentaires : les frais de péage d'autoroute, les frais de stationnement du véhicule, les frais de taxis ou de location de véhicules, peuvent également être remboursés au réel quand l'intérêt du service le justifie, après autorisation expresse de l'autorité territoriale et sur présentation des pièces justificatives.

- ✓ **Il est proposé d'acter le remboursement des frais décrits ci-dessus au frais réels sur présentation des justificatifs de paiement.**

- Indemnisation des frais engagés par l'utilisation des transports en commun : l'agent peut être amené, pour les besoins du service ou de formations obligatoires et/ou validées par la collectivité, à utiliser différents modes de transport en commun (train, avion...) ; le choix entre ces derniers s'effectue, en principe, sur la base du tarif le plus économique et le plus adapté à la nature du déplacement. L'indemnisation s'effectuera au réel sur présentation des pièces justificatives.

- ✓ Il est proposé d'acter le remboursement des frais décrits ci-dessus au frais réels sur présentation des justificatifs de paiement, après vérification que le moyen de transport retenu était le plus avantageux économiquement compte tenu des contraintes du déplacement professionnel de l'agent

2-Frais de repas et d'hébergement

- **Frais de repas** : l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat prévoit qu'une indemnité de repas est versée aux agents publics dans la limite d'un plafond fixé à 20 euros par arrêté depuis le 22 septembre 2023.

Par principe, l'indemnisation des frais de repas ouvre droit à un remboursement forfaitaire, toutefois, le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 ouvre aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux la possibilité de déroger au mode de remboursement forfaitaire des frais de repas en cas de déplacement temporaire des agents territoriaux et de décider, par voie de délibération, de leur remboursement aux frais réels, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire, c'est-à-dire 20 euros (*article 7-2 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001*).

- ✓ Il est proposé de retenir le remboursement aux frais réels les frais de repas sur présentation des justificatifs dans la limite du plafond réglementaire prévu pour le remboursement forfaitaire,

Frais d'hébergement : l'agent peut bénéficier d'une indemnité forfaitaire d'hébergement, dont le montant est fixé par l'assemblée délibérante dans la limite d'un taux maximal défini par arrêté ministériel à savoir depuis le 22 septembre 2023, et jusqu'à ce jour :

- ✓ 90 € en taux de base,
- ✓ 120 € dans les grandes villes (plus de 200 000 habitants) et dans la métropole du Grand Paris,
- ✓ 140 € dans la Ville de Paris.

Il est à noter que le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Enfin, Monsieur Jean-Philippe ABINAL indique que pour les frais de repas comme pour les frais d'hébergement, le deuxième alinéa de l'article 7-1 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par l'article 3 du 2020-689 du 4 juin 2020 précise également que les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent fixer, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage. Elles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Ainsi, dans le cadre d'une gestion rigoureuse et transparentes des deniers publics tout en garantissant les frais d'hébergement sur la base des dépenses réellement engagées par les agents il est proposé de valider la possibilité pour la collectivité :

- 1- dans des cas bien précis (obligation de prendre les repas avec des participants à une réunion et dont le montant dépasse le forfait de remboursement prévu par les textes, participations à des séminaires, congrès qui engendrent des hausses des coûts des hébergements et/ou de repas au-delà des montants forfaitaires de remplacement) de pouvoir dépasser lesdits plafonds afin de rembourser au réel les frais engagés par l'agent sur une période limitée, précise et ayant fait l'objet d'une validation préalable de l'autorité territoriale, le caractère obligatoire de l'engagement des frais par l'agent étant une condition sine qua non à l'accord.

- 2- de rembourser les frais d'hébergement engagés par les agents territoriaux en déplacement temporaire pour les besoins du service au réel, sur présentation de justificatifs, dans la limite des dépenses effectivement engagées, même lorsque celles-ci sont inférieures aux forfaits prévus par le barème national.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que ladite délibération prendrait effet à compter du 1^{er} juillet 2026 et jusqu'au 31 juillet 2032.

Il ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix concernant les frais engagés par les agents territoriaux en déplacement temporaire pour les besoins du service, de formations obligatoires et/ou validées par la collectivité hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale :

- approuve le remboursement des frais de transport sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire dans les conditions réglementaires en vigueur,
- approuve le remboursement des frais annexes et complémentaires aux frais de déplacement au réel sur présentation des justificatifs de paiement,
- approuve le remboursement aux frais réels des frais engagés par l'utilisation des transports en commun sur présentation des justificatifs de paiement, après vérification que le moyen de transport retenu était le plus avantageux économiquement compte tenu des contraintes du déplacement professionnel de l'agent,
- approuve le remboursement aux frais réels des frais de repas sur présentation des justificatifs dans la limite du plafond réglementaire prévu pour le remboursement forfaitaire selon les textes en vigueur,
- approuve le remboursement aux frais réels des frais d'hébergement effectivement engagés par l'agent dans la limite des plafonds règlementaires prévus par les textes en vigueur, sur présentation des justificatifs afférents,
- approuve dans des cas bien précis (obligation de prendre les repas avec des participants à une réunion et dont le montant dépasse le forfait de remboursement prévu par les textes, participations à des séminaires, congrès qui engendrent des hausses des coûts des hébergements et/ou de repas au-delà des montants forfaitaires de remplacement) de pouvoir dépasser lesdits plafonds afin de rembourser au réel les frais engagés par l'agent sur une période limitée, précise et ayant fait l'objet d'une validation préalable de l'autorité territoriale, le caractère obligatoire de l'engagement des frais par l'agent étant une condition sine qua non à l'accord,
- approuve le remboursement des frais d'hébergement au réel, sur présentation de justificatifs, dans la limite des dépenses effectivement engagées, même lorsque celles-ci sont inférieures aux forfaits prévus par le barème national,
- décide de ne pas verser d'indemnité de repas ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri ou logé gratuitement.

8. Remboursement de frais de déplacement et d'accompagnement liés à l'exercice du mandat municipal

Monsieur le Maire rappelle que les élus municipaux peuvent bénéficier du remboursement des frais qu'ils ont engagés pour participer à certaines réunions qui ont lieu hors du territoire de la commune qu'ils représentent.

Il précise que sont concernées, en application de l'article L.2123-18-1 du CGCT, les réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune à des qualités.

Il est proposé de rembourser les membres du conseil municipal ne bénéficiant pas d'indemnités de fonction, des frais occasionnés par les séjours et déplacements au moyen de leur véhicule personnel liés à ces réunions dans les conditions définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État (décret du 3 juillet 2006), sur présentation de pièces justificatives.

Il est également proposé que les dépenses de transport (transports en commun, péage, parking, ...) soient remboursées aux frais réels sur présentation de justificatifs (factures, tickets de caisse...).

Cette indemnisation, proposée pour la durée du mandat, pourrait avoir lieu sur demande des élus concernés et au vu de la convocation et de l'attestation de présence à la réunion à laquelle ils auront assisté.

Monsieur le Maire précise que lorsque les membres du conseil municipal sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement, d'aide techniques qu'ils ont engagés pour les situations mentionnées au 1^{er} et 2^{ème} alinéas de la présente note, dans les conditions fixées par décret.

Il ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve le remboursement des frais de déplacement et d'accompagnement des élus telle qu'exposée ci-dessus,**
- **autorise Monsieur le Maire pour signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution des dispositions susvisées.**

9. Remboursement de frais de mandats spéciaux

Monsieur le Maire rappelle que les membres de l'organe délibérant ont droit au remboursement des frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial.

Il indique que la notion de mandat spécial a été construite par la jurisprudence. Elle s'applique uniquement aux missions accomplies dans l'intérêt de la collectivité, par un membre de son organe délibérant et avec l'autorisation de celui-ci.

Le mandat spécial exclut les activités courantes de l'élu : il doit correspondre à une opération déterminée de façon précise.

Monsieur le Maire ajoute que sans qu'il soit possible d'en dresser une liste exhaustive, peuvent justifier l'octroi d'un mandat spécial : l'organisation d'une manifestation de grande ampleur (festival, exposition), le lancement d'une opération nouvelle (chantier important), un surcroît de travail momentané et exceptionnel (catastrophe naturelle).

Monsieur le Maire précise que le mandat spécial ne peut, en tout état de cause, être attribué rétroactivement.

Il expose que dans ce cadre, l' élu a droit :

- au remboursement des frais de transport engagés à cette occasion dans les conditions applicables aux agents de l'État (décret du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État) ;
- au paiement d'indemnités journalières destinées à rembourser forfaitairement les frais supplémentaires de repas et de nuitée dans les conditions applicables aux agents de l'État (décret du 3 juillet 2006 précité) ;
- à la prise en charge des autres dépenses exposées à cette occasion sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil municipal. Pour les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées ou dépendantes, le remboursement ne peut dépasser le montant horaire du SMIC.

Dans ce cadre, Il est donc proposé de fixer, pour la durée du mandat, les modalités de remboursement des frais engagés à l'occasion des mandats spécifiques par le Maire, les Adjoints, les conseillers délégués et les conseillers municipaux, comme suit :

- les dépenses de transports (avion, SNCF, taxi, transport en commun, péage, parking...) ainsi que les dépenses nécessaires à l'accomplissement du mandat tels que droit d'inscription ou participation, seront payés directement ou remboursés par Rodez agglomération sur présentation de justificatifs (factures, tickets de caisse...,
- les frais de séjour (hébergement, restauration) et les frais de déplacement au moyen du véhicule personnel seront remboursés forfaitairement, sur présentation des justificatifs, selon les règles définies par décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission et des indemnités kilométriques. Lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, il pourra, à titre dérogatoire et de manière exceptionnelle, être fait application d'un remboursement aux frais réels sans pouvoir excéder les frais réellement engagés, par application de l'article 7-1 du décret précité ;
- les frais d'aide à la personne comprennent les frais de garde ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile. Sur présentation de justificatifs, leur remboursement s'effectue dans la limite du montant de la prestation et ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance. A ce titre, il sera demandé un état de frais, toutes pièces justifiant que les gardes ou l'assistance ont eu lieu au moment des réunions visées à l'article L.2123-1 du CGCT et une attestation sur l'honneur justifiant que les aides financières de l' élu (crédit, remboursement d'impôt, ...) n'excèdent par le montant de la prestation.

Monsieur le Maire rappelle qu'un ordre de mission et un état de frais devront être établis spécifiquement pour chacun des mandats spéciaux et que le Maire est autorisé, à titre dérogatoire et en cas d'urgence avéré, à conférer un mandat spécial à un élu, sous réserve d'une approbation du conseil municipal à la séance la plus proche.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis majoritairement favorable (1 abstention) après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote. »*

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve le remboursement des frais pour l'exécution de mandats spéciaux tels que définis ci-dessus,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution des dispositions susvisées.**

10. Rapport d'activité des services municipaux pour l'année 2025

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que le rapport d'activité des services municipaux a été établi pour la quatrième année consécutive.

Il rappelle qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'oblige l'élaboration et la présentation de ce document de référence, bilan synthétique et transversal des actions et du fonctionnement pour la commune d'Onet-le-Château.

Il ajoute que pour autant, c'est la volonté de transparence et de valorisation du travail effectué chaque année par l'ensemble des services qui a conduit à sa présentation.

Ce document, rédigé de façon synthétique, éclairée et argumentée, permet donc d'informer les membres du Conseil municipal, et plus généralement la population castonétoise, de l'activité menée par les services municipaux dans le cadre de leurs missions.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Vous avez dû prendre connaissance du très volumineux et très complet rapport pour l'année 2025, est ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous prenons donc acte. »*

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix prend acte du rapport d'activité des services municipaux de la ville d'Onet-le-Château pour l'année 2025.

Monsieur le Maire : « *Je souhaite quand même rappeler certains points qui me paraissent essentiels.*

Notre commune qui a plus de 40 km² de superficie comporte près de 90 kilomètres de routes, 42 kilomètres de chemins ruraux, 40 hectares d'espaces verts municipaux.

Nos agents traitent plus de 10 kilomètres de haies à l'année, il y a plus de 2500 points d'éclairages publics. Le parc municipal de véhicules et d'engins s'élève à 71 engins, nous avons plus de 100 caméras déployées sur le territoire.

La crèche Les Lupins comprend 46 places : nous y avons accueilli 118 enfants.

Concernant le jardin d'enfants : 15 places pour 50 enfants accueillis et il y a également eu, sur la commune, pour l'année scolaire 2025-2026, 3 350 apprenants, allant de la toute petite section en passant par le lycée La Roque, la Chambre des Métiers et l'Ecole de la 2^{ème} chance.

Dire encore que le service Accueil et Formalités Citoyennes a reçu près de 10 000 appels en 2025. Il y a eu 11 000 passages physiques à l'Hôtel de Ville dont 8 800 concernaient le service.

Le service a délivré près de 4 000 titres, cartes d'identité et passeports, et a enregistré 717 demandes relevant de l'état civil.

D'autre part, la structure France Services, qui est classée dans les 5 meilleures de France, a travaillé sur 4 350 demandes qui lui ont été parvenues.

Le pôle Finances s'est déployé sans compter pour assurer la présentation et la justification des comptes que Christian MAZUC a maintes fois évoqués lors de nos précédents conseils municipaux.

Le pôle des Ressources Humaines a traité une masse salariale qui s'est élevée, pour l'année 2025, à plus de 8 200 K€, 109 arrêts maladie ont été gérés et près de 190 agents ont travaillé pour la collectivité.

La Police Municipale s'est déployée au quotidien pour la sécurité et la tranquillité publique : elle a dressé 1 170 PV de contravention et le nombre d'heures de visionnage du Centre de Surveillance Urbain a dépassé les 500 heures.

Le pôle des Solidarités a accueilli près de 18 000 personnes, tous types d'accueil et d'activités confondus.

La Restauration municipale a délivré plus de 93 000 repas et les services techniques ont réalisé près de 1 000 interventions pour remédier à des opérations demandées par nos concitoyens.

Le service Urbanisme a traité près de 600 demandes d'autorisation, 224 déclarations préalables de travaux, 274 certificats d'urbanisme et a reçu près de 1 400 appels externes.

La Baleine a accueilli plus de 11 000 spectateurs, avec des taux de remplissage près de 100% donc une réussite totale. Quant au café culturel Le Krill, il a accueilli près de 5 000 personnes, la médiathèque a accueilli plus de 4 000 adhérents et la ludothèque a vu le nombre de visiteurs s'élever à 15 700 personnes.

Concernant le service Vie Associative et Sportive, les salles communales ont accueilli plus de 90 000 personnes, le nombre de passages dans les équipements sportifs et associatifs a été de près de 250 000 dont 69 000 pour l'Athyrium.

A Onet-le-Château, nous avons près de 150 associations et le montant total des subventions accordées à une centaine d'entre elles est de plus de 815 K€.

Voilà, en quelques chiffres qui me paraissent significatifs, de l'activité des services que vous trouvez détaillée dans le rapport qui vous a été communiqué.

Je pense que ces éléments sont révélateurs du bon fonctionnement des agents de la collectivité. Je les remercie toutes et tous et plus particulièrement la Directrice Générale et les Directeurs Généraux Adjointes. »

11. Nomenclature M57 - Adoption préalable du règlement budgétaire et financier

Monsieur Christian MAZUC rappelle que par délibération du 2 octobre 2023, la commune d'Onet-le-Château a adopté le référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024.

Il ajoute que conformément aux dispositions de cette nomenclature et aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la collectivité doit se doter pour les budgets relevant de l'instruction M57 d'un règlement budgétaire et financier (RBF) valable pour la durée de la mandature.

Le RBF a pour vocation le rappel des normes tant légales que réglementaires ainsi que des processus de gestion propres à la collectivité.

Ce règlement décrit entre autre les grands principes et les phases budgétaires. Il permet également d'identifier le rôle de chaque acteur, notamment entre l'ordonnateur et le comptable. Il fixe les modalités d'adoption du budget par l'organe délibérant et les modalités de gestion interne des Autorisations de Programme (AP) et des crédits de paiement (CP), dans le respect du cadre prévu par la réglementation.

Monsieur Christian MAZUC précise que le règlement budgétaire et financier annexé sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires.

Monsieur Christian MAZUC ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- adopte le règlement budgétaire et financier de la ville d'Onet-le-Château,
- décide du vote par chapitre pour la section de fonctionnement et par chapitre globalisé ou par opération d'équipement pour la section d'investissement,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer des virements de crédits entre chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section à l'exception du chapitre 012 dépenses de personnel,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions, les avenants, le cas échéants, proposés.

Monsieur le Maire : « Nous saluons les jeunes de l'Université Populaire des Jeunes qui nous quittent. Nous les remercions de s'être déplacés et les félicitons pour leur engagement citoyen. Bravo, continuez, dans quelques années, vous nous remplacerez... »

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : « Nous passons à la prochaine note. »

12. Budget 2026 - Décision modificative n°3 : budget annexe Réseau de chaleur

Monsieur Christian MAZUC expose que le projet de décision modificative concerne une modification de budget entre chapitres de la section d'investissement sans modification du budget inscrit.

Monsieur Christian MAZUC précise que dans le cadre des travaux de mise aux normes du réseau de chaleur des crédits ont été votés à hauteur de 650 000€. Or suite à la consultation lancée et aux réceptions des offres, il convient de prévoir un surcout des travaux à hauteur de 60 000€. Ce surcout sera financé par les versements des subventions sollicitées pour cette opération.

Il convient également de transférer une partie du budget prévu sur le chapitre « 23 – Travaux » vers le chapitre « 20 – Etudes » afin de financer les dépenses de maîtrise d'œuvre, contrôle technique et géo-référencement.

Les modifications introduites par cette décision modificative sont détaillées ci-dessous :

■ EN SECTION D'INVESTISSEMENT:

Dépenses

Chapitre	Article	Objet	Voté 2026 avant DM3	Propositions nouvelles	Total
20	2031	Etudes	1 462,50	75 000,00	76 462,50
23	2313	Constructions	650 000,00	-15 000,00	635 000,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			651 462,50	60 000,00	711 462,50

Recettes

Chapitre	Article	Objet	Voté 2026 avant DM3	Propositions nouvelles	Total
13	1311	Subv. transf. Etat et établissements nationaux	0,00	60 000,00	60 000,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			0,00	60 000,00	60 000,00

Monsieur Christian MAZUC ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la décision modificative 2026 N°3 du Budget annexe Réseau de Chaleur telle qu'exposée ci-dessus.**

13. Budget 2026 - Décision modificative n°2 : budget annexe Restauration

Monsieur Christian MAZUC expose que le projet de décision modificative concerne une modification d'inscription de budget sur la section d'investissement.

Monsieur Christian MAZUC précise que lors du budget supplémentaire 2026, il a été décidé de financer les investissements de la cuisine centrale par l'emprunt. Le besoin de financement initialement prévu à hauteur de 100 k€ est réévalué à 150 k€ afin d'anticiper d'éventuels surcoûts de travaux ainsi que le remplacement du véhicule frigorifique en 2027.

L'emprunt souscrit s'élevant à 150 000 € il convient de modifier les crédits inscrits de la section d'investissement. Les modifications introduites par cette décision modificative sont détaillées ci-dessous :

■ EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Article	Objet	Voté 2026 avant DM2	Propositions nouvelles	Total
21	21351	Bâtiments publics	56 156,80	50 000,00	106 156,80
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			56 156,80	50 000,00	106 156,80
16	1641	Emprunts en euros	100 000,00	50 000,00	150 000,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			100 000,00	50 000,00	150 000,00

Monsieur Christian MAZUC ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la décision modificative 2026 N°2 du Budget annexe Restauration telle qu'exposée ci-dessus.**

Monsieur le Maire : « *Monsieur Christian MAZUC, Madame Audrey MATHIEU et Madame Sabine MIRAL vont devoir nous quitter momentanément pour les deux prochaines notes.* »

14. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat - Opération de réhabilitation Les Tilleuls

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que par délibérations prises en date du 2 novembre 2021, le Conseil de Communauté de Rodez agglomération a adopté, dans le cadre du PLH 2021-2026, le règlement d'intervention des aides du Grand Rodez relatif au logement social et à l'accession sociale.

Ce dernier s'applique à toutes les opérations inscrites à la programmation 2021 et au-delà et il définit notamment les modalités de participation financière de Rodez agglomération et des communes pour la production et la réhabilitation des logements sociaux.

Rodez agglomération garantit les emprunts de toutes les opérations réalisées sur son territoire à hauteur de 50 % (neufs et réhabilitation), la commune où se situe l'opération étant appelée à garantir les 50% restants.

L'Office Public Rodez Agglo Habitat a engagé en 2025 un programme de seconde vie de 20 logements « Les Tilleuls » à Onet-le-Château et sollicite à ce titre la commune pour une garantie de 50% de l'emprunt suivant :

Organisme Prêteur	Montant du prêt (€)	Garantie Commune	Durée	Index	Numéro du contrat
Caisse des Dépôts et Consignations (prêt PAM Eco-Prêt)	780 000	50%	15 ans	0,75%	N° 5719211
Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLUS Seconde vie)	620 000	50%	40 ans	2,10%	N° 5719212
TOTAL	1 400 000				

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- accorde sa garantie par la commune d'Onet-le-Château à hauteur de 700 000 €, soit 50% du montant total du prêt de 1 400 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°186959. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,

- approuve les conditions apportées à la garantie à savoir :

- ✓ la garantie de la commune d'Onet-le-Château est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- ✓ sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la commune d'Onet-le-Château s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,

- approuve l'engagement de la commune d'Onet-le-Château pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

15. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat - Opération de réhabilitation Les Genévriers

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que par délibérations prises en date du 2 novembre 2021, le Conseil de Communauté de Rodez agglomération a adopté, dans le cadre du PLH 2021-2026, le règlement d'intervention des aides du Grand Rodez relatif au logement social et à l'accession sociale.

Ce dernier s'applique à toutes les opérations inscrites à la programmation 2021 et au-delà et il définit notamment les modalités de participation financière de Rodez agglomération et des communes pour la production et la réhabilitation des logements sociaux.

Rodez agglomération garantit les emprunts de toutes les opérations réalisées sur son territoire à hauteur de 50 % (neufs et réhabilitation), la commune où se situe l'opération étant appelée à garantir les 50% restants.

L'Office Public Rodez Agglo Habitat a engagé en 2025 un programme de seconde vie de 20 logements « Les Genévriers » à Onet-le-Château et sollicite à ce titre la commune pour une garantie de 50% de l'emprunt suivant :

Organisme Prêteur	Montant du prêt (€)	Garantie Commune	Durée	Index	Numéro du contrat
Caisse des Dépôts et Consignations (prêt PAM Eco-Prêt)	780 000	50%	15 ans	0,75%	N° 5719143
Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLUS Seconde vie)	530 000	50%	40 ans	2,10%	N° 5719144
TOTAL	1 310 000				

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **accorde sa garantie par la commune d'Onet-le-Château à hauteur de 655 000 €, soit 50% du montant total du prêt de 1 310 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°186956. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,**
- **approuve les conditions apportées à la garantie à savoir :**
 - ✓ **la garantie de la commune d'Onet-le-Château est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.**
 - ✓ **sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la commune d'Onet-le-Château s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.**
- **approuve l'engagement de la commune d'Onet-le-Château pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.**

Monsieur le Maire : « *Nous pouvons inviter nos expatriés à nous rejoindre, par contre Monsieur Jacques DOUZIECH et Monsieur Thierry RUSCASSIÉ vont à leur tour sortir pour la prochaine note.* »

16. Garantir d'emprunts Polygone – Opération construction de l'EHPAD de demain

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée municipale que par délibération FIN/91-2026 du 5 juin 2026 le conseil municipal a validé à l'unanimité la proposition de garantie à 100% par la commune du prêt à souscrire par la société POLYgone auprès de la banque des territoires (CDC) dans le cadre du financement du projet de construction d'« EPHAD de demain », boulevard des Capucines commune d'Onet-le-Château.

Il rappelle que l'accord du conseil municipal portait sur 100% l'emprunt à contracter auprès de la banque des territoires, lequel, ramené à 9 487 961€ est détaillé comme suit :

Opération	Organisme Prêteur	Montant du prêt (€)	Garantie Commune	Durée	Index
EHPAD de demain	Caisse des Dépôts et Consignations (prêt PHARE)	2 047 815	100%	40 ans	Livret A + 0,60%
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PHARE foncier)	130 969	100%	50 ans	Livret A + 0,60%
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLS)	7 149 104	100%	40 ans	Livret A + 1,11%
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLS foncier)	160 073	100%	50 ans	Livret A + 1,11%
TOTAL		9 487 961			

Monsieur le Maire indique que suite à la transmission de ladite délibération, la Banque des territoires (CDC) a émis un contrat de prêt N°189323.

Monsieur le Maire précise que le contrat précité correspondant en tout point à l'offre présentée lors de la séance du 5 juin dernier et validé à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Toutefois, il convient que le conseil municipal confirme son accord pour garantir à 100% le prêt suivant le contrat.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 9 487 961,00 € souscrit par la société Polygone auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N°189323 constitué de 4 Lignes du Prêt,
- approuve que la garantie de la collectivité soit accordée à hauteur de la somme en principal de 9 487 961 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,

- approuve que la garantie de la collectivité soit accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,
- accepte l'engagement de la commune d'Onet-le-Château pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant pour signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Monsieur le Maire : « *Nous pouvons demander à nos amis qui sont sortis de revenir parmi nous comme le disait le chat... »*

17. Approbation de la participation de la mairie d'Onet-le-Château à la construction d'un tiers lieu dans le cadre du projet d'EHPAD de demain

Monsieur le Maire expose que, dans le cadre d'un appel à projets national « EHPAD de demain », Altriane - Mutualité Française Aveyron a candidaté dans le cadre d'un projet d'extension importante de son établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les Clarines », situé sur la commune de Rodez.

Monsieur le Maire indique que le projet présenté a été retenu au niveau national à titre expérimental et fait l'objet, à ce titre, d'un accompagnement notamment financier exceptionnel de l'ARS.

Dans ce cadre, il rappelle qu'afin de permettre la construction de cet établissement sur la commune d'Onet-le-Château, le Conseil municipal, par délibération n°2023-93 du 6 juillet 2023, a décidé de vendre à Altriane – Mutualité Française Aveyron une emprise foncière communale rendue mutable par le programme de rénovation urbaine du quartier des Quatre Saisons, conçu dans le cadre du contrat de Ville, d'une surface estimée à 8 200 m².

Il rappelle également que la localisation de ce nouvel établissement, situé boulevard des Capucines, à proximité immédiate du parc urbain de plus de 1,5 hectare, de la maison de santé pluridisciplinaire, de l'Athyrium (équipement socioculturel et sportif), de la piscine, de la Médiathèque, de France Services, du Patio – Centre Social, des transports en commun, et bientôt d'un centre de radiologie et d'imagerie, répond aux objectifs d'intégration et d'ouverture sur la cité poursuivis par le concept novateur d'EHPAD de demain dans lequel s'inscrit le projet castonétois, et a ainsi fortement contribué à l'éligibilité du projet au label « EHPAD de demain ».

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal que l'un des objectifs premiers des « EHPAD de demain » est que l'EHPAD redevienne un lieu de vie avant d'être un lieu de soins. Dans cet esprit, le cahier des charges de ces établissements prévoit la création d'un tiers lieu qui doit répondre tant aux besoins des futurs résidents et de leurs familles qu'à ceux des habitants de la commune d'implantation, ce qui doit renforcer l'ouverture des établissements sur leur territoire et faciliter les échanges et les solidarités intergénérationnelles.

Il précise qu'afin de manifester l'intérêt partagé pour ce projet et de l'accompagner au mieux, le Département de l'Aveyron et la Commune d'Onet-le-Château ont fait part de leur volonté de cofinancer cet équipement à hauteur de 350 000,00 € chacun.

À cet effet, Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que, par délibération DG/140-2023 du 21 décembre 2023, l'assemblée délibérante avait donné un accord de principe concernant la participation communale, en partenariat avec le Conseil départemental, à la construction du tiers lieu, dont le coût ne sera ainsi pas intégré dans le calcul du prix de journée de l'établissement, permettant de ce fait de garantir un prix de journée raisonnable dans cet établissement novateur qui offrira des prestations inédites et de qualité.

Monsieur le Maire indique que c'est dans ce contexte qu'une réflexion a été engagée avec le porteur du projet d'extension de l'EHPAD, l'ARS, le Conseil départemental et la commune, afin de proposer un projet de tiers lieu favorisant la mixité sociale, les échanges intergénérationnels et l'inclusion.

Il en ressort un projet de construction illustré par un power point présenté en séance à tous les élus. Il comprend trois espaces distincts qui seraient développés et animés comme tiers lieux ouverts sur le territoire, afin de répondre tant aux besoins des résidents et de leurs familles qu'à ceux des habitants de la commune, à savoir :

- une brasserie proposant une restauration de type bistrot de qualité, ouverte de 11h30 à 14h30 du lundi au vendredi — soit 220 jours par an — ainsi qu'un dimanche par mois en lien avec une thématique, assortie d'un espace multiservice qui proposera, sur les temps d'après-midi, des collations faites maison (crêpes, gaufres, boissons chaudes et froides) ou, en été, boissons et glaces. Le service serait assuré dans la salle de la brasserie ou en terrasse (de 8h30 à 18h00) ;
- un espace esthétique comprenant un salon de coiffure et un salon socio-esthétique, gérés en partenariat avec la Chambre des métiers et un ou plusieurs professionnels ;
- des salles d'activités susceptibles d'accueillir :
 - des associations locales,
 - des actions de prévention,
 - des expositions artistiques et ateliers,
 - des formations,
 - des rencontres intergénérationnelles,
 - des ateliers culturels ou créatifs,
 - des événements familiaux.

Compte tenu de ces éléments et de l'intérêt que représente pour le territoire communal et ses habitants le développement des activités et offres de service décrites dans le projet présenté, il est proposé aux membres du Conseil municipal de confirmer leur accord concernant la participation communale à la construction de ce tiers lieu, en partenariat avec le Conseil départemental, pour un montant de 350 000,00 € chacun.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce titre ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve le projet de tiers lieu tel que présenté ci-dessus,
- confirme son accord sur la participation de la commune d'Onet-le-Château à hauteur de 350 000,00 € pour la construction d'un tiers lieu dans le cadre du projet d'implantation d'un EHPAD de demain sis boulevard des Capucines à Onet-le-Château.

18. Election des membres de la Commission d'Appel d'Offre (CAO)

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération DG/59-2026 en date du 23 avril 2026, le Conseil municipal a décidé de créer la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la commune, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment à l'article L.1411-5.

Il indique que cette commission, présidée de droit par le Maire ou son représentant, doit comprendre cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus au sein du Conseil municipal.

Il précise que, conformément aux dispositions des articles L.1411-5 et D.1411-3 à D.1411-5 du CGCT, les membres de la Commission d'Appel d'Offres sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Il rappelle que, par délibération DG/59-2026 en date du 23 avril 2026, le Conseil municipal a fixé les modalités de dépôt des listes de candidats.

Dans ce cadre, Il indique qu'une liste unique des deux groupes constituant l'assemblée délibérante a été déposée, à savoir :

Membres Titulaires	Membres Suppléants
- Jean-Philippe ABINAL - Jacques DOUZIECH - Maurice QUATTROPANI - Thierry RUSCASSIÉ - Alexis CÉSAR	- Benjamin GOUDERGUES - Julie SAVIGNAC - Mathis VIGUIER - Sabine MIRAL - Sandrine BUSCAYLET

Monsieur le Maire ajoute qu'il convient par conséquent de procéder aux opérations de vote.

Monsieur le Maire : « Je vous rappelle que lors de la commission du 22 juin 2026, il a été validé, à l'unanimité des membres présents, que l'élection ait lieu à main levée. Donc je vous propose de voter maintenant. »

Sont élus à l'unanimité des voix les membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres suivants:

Membres Titulaires

- Jean-Philippe ABINAL
- Jacques DOUZIECH
- Maurice QUATTROPANI
- Thierry RUSCASSIÉ
- Alexis CÉSAR

Membres Suppléants

- Benjamin GOUDERGUES
- Julie SAVIGNAC
- Mathis VIGUIER
- Sabine MIRAL
- Sandrine BUSCAYLET

19. Election des membres de la Commission communale de délégation de services publics et de concessions

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation des Services Publics et des Concessions doit comporter, outre le Président ou son représentant, cinq membres de l'assemblée délibérante titulaires et cinq membres de l'assemblée délibérante suppléants.

Le comptable public et le représentant du Ministre chargé de la concurrence siègent avec voix consultative. Les membres titulaires et suppléants doivent être élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il rappelle que, par délibération DG/58-2026 en date du 23 avril 2026, le Conseil municipal a fixé les modalités de dépôt des listes de candidats.

Dans ce cadre, Il indique qu'en date du 3 juin 2026, une liste unique des deux groupes constituant l'assemblée délibérante a été déposée, à savoir :

Membres Titulaires	Membres Suppléants
- Jean-Philippe ABINAL - Valérie ABADIE-ROQUES - Laura BOUTONNET - Maurice QUATTROPANI - Alexis CÉSAR	- Jean-Louis COSTE - Christine LATAPIE - Jacques DOUZIECH - Franck TOURNERET - Sandrine BUSCAYLET

Monsieur le Maire ajoute qu'il convient par conséquent de procéder aux opérations de vote.

Monsieur le Maire : « *Comme précédemment, je vous propose que l'élection ait lieu à main levée, qui a été validée lors de la commission du 22 juin dernier.* »

Sont élus à l'unanimité des voix, les membres titulaires et suppléants de la Commission de Délégation des Services Publics et de Concessions suivants :

Membres Titulaires

- Jean-Philippe ABINAL
- Valérie ABADIE-ROQUES
- Laura BOUTONNET
- Maurice QUATTROPANI
- Alexis CÉSAR

Membres Suppléants

- Jean-Louis COSTE
- Christine LATAPIE
- Jacques DOUZIECH
- Franck TOURNERET
- Sandrine BUSCAYLET

20. Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Monsieur le Maire expose que conformément aux dispositions de l'article 11 du règlement intérieur du Conseil municipal (selon délibération DG/28-2026 du 21 mars 2026), il convient de désigner les représentants du Conseil municipal à la commission consultative des services publics locaux.

Il rappelle que cette commission consultative des services publics locaux est saisie de l'ensemble des dossiers concernant les délégations de services publics confiés à un tiers, par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le maire, comprend cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus, au sein du conseil municipal, à la représentation proportionnelle et au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Elle comprend également des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération DG/56-2026 en date du 23 avril 2026, le Conseil municipal a fixé les modalités de dépôt des listes de candidats.

Dans ce cadre, Il indique qu'une seule liste présentée par le groupe ONET A VOUS, à été déposée, à savoir :

Membres titulaires :

- 1- Mathis VIGUIER
- 2 - Franck TOURNERET
- 3 - Didier ROBLET
- 4 - Julie SAVIGNAC
- 5 - Laura BOUTONNET

Membres suppléants :

- 1- Benjamin GOURDON
- 2 - Thierry RUSCASSIÉ
- 3 - Benjamin GOUDERGUES
- 4 - Martine ROUJON
- 5 - Valérie ABADIE-ROQUES

Monsieur le Maire rappelle que selon la délibération référencée DG/56-2026 en date du 23 avril 2026, parmi ses membres de représentants d'associations locales d'usagers du ou des services concernés par les délégations de service publics, les associations suivantes ont été proposées :

- Association Consommation, du Logement et du Cadre de Vie (CLCV), sise 13 rue des Coquelicots, 12850 Onet-le-Château ;
- Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir, sise Maison des Associations - 15 avenue Tarayre, 12000 Rodez.

Monsieur le Maire ajoute qu'il convient par conséquent de procéder aux opérations de vote.

Monsieur le Maire rappelle que lors de la commission du 22 juin 2026, il a été validé, à l'unanimité des membres présents, que la présente élection ait lieu à main levée.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote. »*

Sont élus à l'unanimité des voix les membres titulaires et suppléants de la Commission Consultative des Services Publics Locaux suivants :

Membres titulaires :

- 1- Mathis VIGUIER
- 2 - Franck TOURNERET
- 3 - Didier ROBLET
- 4 - Julie SAVIGNAC
- 5 - Laura BOUTONNET

Membres suppléants :

- 1- Benjamin GOURDON
- 2 - Thierry RUSCASSIÉ
- 3 - Benjamin GOUDERGUES
- 4 - Martine ROUJON
- 5 - Valérie ABADIE-ROQUES

Monsieur le Maire : « *Nous notons l'arrivée de Madame Ludivine CHATELAIN-NOUIOUA qui peut prendre part au vote des maintenant. »*

21. Election des représentants de la commune à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *La création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement ».*

Monsieur le Maire précise que conformément à l'article susmentionné, cette commission a notamment pour mission, et ce, dans la limite des compétences transférées au groupement :

- de dresser un constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports de compétence intercommunale ;
- de détailler l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L.1112-1 du code des transports ;
- de tenir à jour par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal ou intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;
- de faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- d'établir un rapport annuel présenté en conseil communautaire.

D'autre part, suite au renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, le Conseil Communautaire de Rodez Agglomération a déterminé, par délibération n°260512-078-DL en date du 12 mai 2026, la composition de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité et a souhaité que chacune des 8 communes membres soient représentées par un élu communal, non élu communautaire (soit 1 titulaire et 1 suppléant).

Aussi, dans ce cadre, se sont portés candidats pour représenter la commune : Madame Sabine MIRAL en tant que titulaire et Madame Isabelle COURTIAL en tant que suppléante.

Monsieur le Maire rappelle que lors de la commission du 22 juin 2026, il a été validé, à l'unanimité des membres présents, que la présente élection ait lieu à main levée.

Monsieur le Maire propose qu'il soit procédé au vote à main levée.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- prend acte des missions de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité ;
- élit pour siéger au sein de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA), Madame Sabine MIRAL en tant que titulaire et Madame Isabelle COURTIAL en tant que suppléante,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

22. Election des représentants de la commune à la Commission Intercommunale des Impôts Directs Locaux

Monsieur le Maire rappelle que la Commission Intercommunale des Impôts Directs intervient en matière de fiscalité directe locale en ce qui concerne les locaux professionnels et biens divers, notamment en émettant un avis sur la mise à jour éventuelle des coefficients de localisation qui permettent de tenir compte de la situation particulière des parcelles.

Il expose que conformément à l'article 1650 A du Code Général des Impôts (CGI) : « 1. Dans chaque établissement public de coopération intercommunale soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C, il est institué une commission intercommunale des impôts directs composée de onze membres, à savoir le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou un vice-président délégué et dix commissaires ».

Monsieur le Maire ajoute que l'article 1650 A du CGI prévoit également que : « "2. Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions prévues au 1, dressée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sur proposition de ses communes membres ».

D'autre part, suite au renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, le Conseil Communautaire de Rodez Agglomération a déterminé, par délibération n°260422-062-DL en date du 22 avril 2026, la composition de la Commission Intercommunale des Impôts Directs locaux comme suit :

Communes	Nombre de conseillers communautaire (accord local)	Nombre de contribuables titulaires	Nombre de contribuables suppléants	Nombre total de proposition : titulaires et suppléants en nombre double
RODEZ	21	2	2	8
ONET-LE-CHATEAU	10	2	2	8
LUC-LA-PRIMAUBE	6	1	1	4
OLEMPS	3	1	1	4
SEBAZAC-CONCOURES	3	1	1	4
DRUELLE BALSAC	3	1	1	4
LE MONASTERE	2	1	1	4
SAINTE-RADEGONDE	2	1	1	4
TOTAL	50	10	10	40

Aussi, dans ce cadre, se sont portés candidats pour représenter la commune :

- Monsieur Christian MAZUC, Madame Audrey MATHIEU, Monsieur Mathis VIGUIER et Monsieur Jacques DOUZIECH en tant que titulaires,
- Madame Rachida EL HAOUARI, Madame Sabine MIRAL, Madame Martine ROUJON et Monsieur Maurice QUATTROPANI en tant que suppléants.

Monsieur le Maire rappelle que lors de la commission du 22 juin 2026, il a été validé, à l'unanimité des membres présents, que la présente élection ait lieu à main levée.

Monsieur le Maire propose qu'il soit procédé au vote à main levée.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **élit, pour siéger au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs Locaux :**
 - ✓ Monsieur Christian MAZUC, Madame Audrey MATHIEU, Monsieur Mathis VIGUIER et Monsieur Jacques DOUZIECH en tant que titulaires ;
 - ✓ Madame Rachida EL HAOUARI, Madame Sabine MIRAL, Madame Martine ROUJON et Monsieur Maurice QUATTROPANI en tant que suppléants.
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.**

23. Désignation des représentants de la commune pour siéger au sein de la CLECT de Rodez agglomération

Monsieur le Maire expose que conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts, il est créé entre la Communauté d'Agglomération de Rodez Agglomération et les communes membres, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées. La commission élit son Président et un Vice-président parmi ses membres.

La Commission, créée entre Rodez agglomération et ses communes membres, est composée de deux représentants pour les communes de moins de 10 000 habitants et de trois représentants pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, ses membres doivent désigner trois représentants de la commune d'Onet-le-Château pour siéger au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

Dans ce cadre, il est proposé de désigner : Monsieur le Maire, Monsieur Christian MAZUC et Monsieur Jacques DOUZIECH.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- désigne Monsieur le Maire, Monsieur Christian MAZUC et Monsieur Jacques DOUZIECH en tant que représentants de la commune d'Onet-le-Château pour siéger au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de Rodez agglomération.**

24. Désignation du référent déontologue

Monsieur le Maire expose que l'article L1111-14 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L.1111-13 ».

Il rappelle que le rôle du référent déontologue est d'accompagner ainsi les élus afin de prémunir ces derniers contre les risques juridiques, et en particulier les risques de poursuites pénales, liés, notamment, aux situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils peuvent se trouver.

Monsieur le Maire ajoute que le référent peut être également saisi de toutes demandes d'éclaircissements quant au respect des dispositions et des principes déontologiques figurant dans la charte de l'élu local (dignité, probité, intégrité, impartialité...) étant précisé que ses avis n'auront toutefois qu'une valeur consultative, l'élu restant seul responsable de la décision de s'y conformer ou non.

Monsieur le Maire rappelle que Monsieur François TORT, retraité de la Fonction Publique Territoriale, ancien DGS et DGA de communes, vice-président national honoraire du SNDGCT, formateur au CNFPT jusqu'en 2017, exerçait les fonctions de référent auprès des élus de la ville d'ONET-LE-CHATEAU depuis le 1^{er} janvier 2025.

Monsieur le Maire ajoute, qu'en vue de la nouvelle mandature, il avait sollicité par courrier électronique en date du 12 mars 2026, Monsieur François TORT afin de lui demander son accord d'être désigné à nouveau en tant que référent déontologue de l'élu local de la Ville d'Onet-le-Château, demande qu'il a acceptée.

Dans ce cadre, il est proposé de procéder à sa reconduction pour assurer les missions de référent déontologue auprès des élus de la ville d'ONET-LE-CHATEAU à compter du 1^{er} juillet 2026 et selon les conditions suivantes :

- Durée de l'exercice des fonctions :

Le référent déontologie de l' élu local assure ses fonctions jusqu'à la fin de la présente mandature. Une interruption et/ou modification de cette durée de fonction est possible avec l'accord exprès des deux parties.

- Les modalités de sa saisine :

Son périmètre d'intervention concerne l'ensemble des élus municipaux. Ces derniers pourront le saisir sous forme écrite par courriel, en précisant dans l'objet : « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité – Confidentiel ».

Le référent déontologie émet un avis simple ou une recommandation qui ne peut donner lieu à un recours contentieux et qui ne lie pas son destinataire, seul responsable de ses obligations déontologiques. De valeur consultative, ces avis sont transmis uniquement à l' élu demandeur.

Il informe le Maire des demandes qu'il recevra dans le respect des règles de confidentialité et de secret professionnel.

- Les moyens matériels mis à disposition :

Le référent déontologie disposera de l'assistance administrative du personnel municipal et d'un bureau si nécessaire, dans les locaux de la mairie, pour recevoir et s'entretenir avec le demandeur.

Le référent déontologie percevra en outre les indemnités de vacations prévues par les textes en vigueur, soit un montant de 80 € par dossier, conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 2022.

Les déplacements que le référent déontologue pourra être amené à effectuer dans le cadre de ses interventions seront remboursés par la Ville dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- désigne Monsieur François TORT en qualité de référent déontologue de l' élu local ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

25. Modalités d'application du droit à la formation des élus

Monsieur le Maire rappelle qu'en application des dispositions de l'article L2123-12 du CGCT, les membres du conseil municipal ont le droit de bénéficier d'une formation adaptée à leurs fonctions, selon les modalités définies par l'organe délibérant de la collectivité.

Le conseil municipal, doit, dans les trois mois suivant son renouvellement, délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Ils déterminent les orientations et les crédits ouverts à ce titre, étant entendu que :

- le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonctions qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du montant total des indemnités de fonction maximales

pouvant être allouées aux élus communautaires. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant ;

- toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif ;
- une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Monsieur le Maire précise que la collectivité ne peut financer des formations au profit de ses élus que si ces formations sont relatives à l'exercice du mandat d'élu local. Ces formations doivent correspondre aux thématiques prévues par le répertoire des formations liées à l'exercice du mandat d'élu local élaboré par le Conseil national de la formation des élus locaux.

En outre, il indique qu'afin de garantir la qualité et le pluralisme des organismes de formation concernés, le législateur a tenu à ce que ceux-ci obtiennent un agrément préalablement à leurs interventions auprès des titulaires de mandats locaux.

Cet agrément est délivré par le ministre chargé des collectivités territoriales, après avis du conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL). De ce fait, seules les formations dispensées par un organisme agréé délivré par le ministre chargé des collectivités territoriales dans les conditions fixées par l'article L.221-3 peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement dans les conditions fixées par la présente note.

Monsieur le Maire rappelle que les élus locaux qui ont la qualité de salarié peuvent solliciter de la part de leur employeur un congé spécifique pour pouvoir bénéficier des actions de formation.

Ce congé est de 18 jours par élu, pour toute la durée de son mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient et est renouvelable en cas de réélection.

Il est proposé d'axer le droit à la formation pour les membres du conseil municipal d'Onet-le-Château comme suit :

Le fonctionnement des collectivités locales

- L'organisation et le fonctionnement des collectivités locales.
- Les différents niveaux de compétence : région/département/intercommunalité.

Le budget communal

- Comment construire un budget.
- Comment lire un budget.
- Les grands indicateurs budgétaires.
- Les dispositifs d'aides financières.
- Les grands principes de la comptabilité publique.

La conduite de projets

- Le positionnement en tant qu'élu.
- L'animation de réunion, la coopération entre partenaires.

L'informatique

- L'appropriation des outils
- La diffusion et la gestion de l'information
- L'utilisation de l'Intelligence artificielle

Monsieur le Maire ajoute qu'il est proposé de fixer à 2% le montant prévisionnel des dépenses de formation par an du montant brut total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus du conseil municipal.

Il est proposé que le remboursement des frais de formation (déplacement, transport, restauration hébergement, enseignement...) s'effectue sur présentation des justificatifs sur la base du décret n°2024-746 du 6 juillet 2024 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de missions et des indemnités kilométriques. A ces frais de formation pourront se rajouter, le cas échéant, la compensation éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l' élu dans la limite de 18 jours par élu et pour la durée du mandat.

Monsieur le Maire rappelle qu'en parallèle, l'article L.2123-12 du CGCT consacre le droit individuel à la formation des élus (D.I.F.E) qui est un droit distinct du droit à la formation organisée et financée par la Commune d'Onet-le-Château. Ce droit relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat. Sa mise en œuvre passe par l'intermédiaire d'une plateforme numérique dédiée gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **définit les modalités d'application du droit à la formation pour les membres du conseil municipal de la Commune d'Onet-le-Château telles qu'exposées ci-dessus,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution des dispositions susvisées.**

26. Acceptation de la solution mutualisée du SMICA pour l'emploi d'un Délégué à la protection des données (DPO)

Monsieur le Maire expose que depuis le 25 mai 2018, toutes les structures publiques et privées sont obligées de disposer d'un Délégué à la protection des données (DPO). Cette obligation résulte du Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel.

Ce délégué ne doit pas être un agent de la collectivité. Sa fonction peut être externalisée ou bien mutualisée.

Dans ce cadre, il fait part de l'offre de mutualisation envoyée à la collectivité par le SMICA. Il indique que le SMICA a mis en place un Pôle Confiance Numérique pour gérer la protection et la sécurité des données à caractère personnel qu'il s'engage à le mettre à disposition des collectivités qui le souhaitent pour réaliser le traitement de leurs données à caractère personnel.

Cette prestation donnera lieu au paiement d'une cotisation annuelle qui pour information, pour l'année 2026, serait d'un montant de 2 700 euros. Monsieur le Maire précise que la somme correspondante est inscrite au budget 2026.

Afin de mutualiser les coûts et de bénéficier d'une expertise confirmée, il est proposé aux membres du conseil municipal d'accepter la proposition du SMICA de mutualiser la fonction de déléguer à la protection des données et de signer le contrat pour une période de 6 ans.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la mutualisation d'un délégué à la protection des données telle que proposée par le SMICA aux conditions exposées ci-dessus,**
- **approuve le contrat,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces administratives liées à cette affaire et à procéder aux formalités nécessaires.**

27. Adhésion à un groupement de commandes transport pour des prestations de transports collectifs de personnes

Madame Sabine MIRAL indique que dans le cadre de sa mission de service public, la commune d'Onet-le-Château, a des besoins réguliers en matière de transports collectifs de personnes, notamment pour les activités scolaires (hors transport urbain et transport scolaire domicile—établissement).

Afin d'optimiser ces prestations, les communes suivantes ont décidé de se regrouper :

- Rodez (coordonnateur)
- Onet-le-Château
- Le Monastère
- Druelle Balsac
- Luc-la-Primaube
- Olemps
- Sainte-Radegonde
- Sébazac-Concourès

La convention a pour objet de constituer un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, afin de mutualiser les besoins des communes membres, de lancer une consultation unique pour la passation de marchés publics de transport collectif, d'obtenir des conditions financières plus avantageuses (économies d'échelle) ; de garantir la qualité et la continuité du service rendu.

Chaque commune restera responsable de l'exécution de ses propres prestations.

Madame Sabine MIRAL précise que la commune de Rodez est désignée coordonnateur du groupement. À ce titre, elle est chargée notamment de :

- Recenser les besoins ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- Organiser et piloter la procédure de mise en concurrence ;
- Analyser les offres ;
- Notifier les marchés.

Chaque commune membre s'engage à :

- Définir ses besoins ;
- Valider les documents de consultation ;
- Signer et exécuter son marché ;
- Assurer le suivi administratif, financier et technique des prestations.

Le groupement est conclu à compter de la signature de la convention, jusqu'à la notification de l'accord-cadre, sans excéder une durée maximale de 4 ans.

Seuls les frais de publication de l'avis d'appel public à la concurrence sont répartis à parts égales entre les membres du groupement.

Madame Sabine MIRAL ajoute que conformément à l'article L.1414-3 I du Code Général des Collectivités Territoriales, il est institué une commission d'appel d'offres composée des membres suivants :

- un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;
- un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

En application de l'article L.2121-21 du CGCT, c'est le Conseil Municipal qui procède à la désignation de ces représentants.

Dans ce cadre, il convient donc de désigner un membre titulaire ayant voix délibérative au sein de la commission d'appel d'offres et un membre suppléant au sein du Conseil Municipal.

Monsieur Christian MAZUC et Monsieur Maurice QUATTROPANI sont candidats respectivement en tant que titulaire et suppléant.

Madame Sabine MIRAL ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la proposition de groupement de commandes concernant le transport collectif de personnes,**
- **approuve la convention constitutive du groupement de commandes,**
- **désigne, comme représentants de la ville d'Onet-le-Château, Monsieur Christian MAZUC en tant que titulaire et Monsieur Maurice QUATTROPANI en tant que suppléant pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres du groupement pour des prestations de transports collectifs de personnes**
- **autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention constitutive du groupement de commandes.**

28. Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Onet-le-Château Football

Monsieur Mathis VIGUIER expose aux membres du conseil municipal que dans le cadre de sa politique de soutien aux associations castonétoises, la Commune d'Onet-le-Château propose d'apporter un soutien financier à l'association Onet-le-Château Football afin de couvrir les frais kilométriques supplémentaires engendrés au cours de la saison 2025-2026.

Monsieur Mathis VIGUIER souligne que cette saison a été marquée par des résultats sportifs remarquables au sein des catégories de formation du club. L'ensemble des équipes jeunes ont évolué au plus haut niveau régional, attestant de la qualité du travail de formation mené par le club.

Ces performances exceptionnelles ont impliqué un volume de déplacements significativement supérieur aux saisons précédentes, les équipes ayant dû se rendre sur l'ensemble du territoire régional pour honorer leurs engagements en championnat, engendrant des frais kilométriques supplémentaires que le club a assumés avec engagement tout au long de la saison.

La commune, en apportant son soutien, reconnaît cet investissement du club et contribue à maintenir des conditions d'accès équitables pour toutes les familles.

Monsieur Mathis VIGUIER ajoute que ce soutien permettrait au club de continuer à promouvoir le sport et à représenter fièrement la commune lors des compétitions régionales. Il contribue à l'épanouissement des jeunes Castonétois, favorise la cohésion sociale et véhicule des valeurs de fair-play et de respect. Accompagner ces résultats sportifs d'une reconnaissance financière constitue un signal fort de la Commune envers sa jeunesse

Il ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 5 000 € au titre du soutien de la commune d'Onet-le-Château pour couvrir une partie des frais kilométriques supplémentaires à l'association Onet-le-Château football.**

Monsieur le Maire : « *Ce club a du mérite car ses moyens sont quand même limités lorsque l'on compare sa situation à celle des clubs qui sont à ce niveau-là. C'est un gros mérite, pour les dirigeants, d'arriver à tenir l'équipe 1 notamment à ce niveau. Il est vrai que plus ça va, plus l'élite se resserre et plus les déplacements sont compliqués.* »

29. Approbation de la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT-école) pour l'année scolaire 2026-2027 pour les écoles publiques

Madame Sabine MIRAL indique à l'assemblée que l'ENT-École s'inscrit dans le programme des ENT de l'Éducation nationale et permet d'offrir sur l'ensemble du territoire un ENT qui propose un environnement de confiance cohérent (dans la continuité de l'ENT second degré unique déployé pour tous les lycées et la quasi-totalité des collèges de la région académique).

Madame Sabine MIRAL ajoute que la solution applicative offre à chaque usager (enseignant, élève, directeur, parent, personnel de la collectivité) un accès simple, dédié et sécurisé aux services dont il a besoin : des services de communication et de collaboration, des services informationnels et documentaires, des services d'accompagnement de la vie de l'élève, des services de production pédagogique et éducative ainsi que des services utilitaires de stockage et de gestion notamment.

Les usagers bénéficient à travers un service web, d'un accès authentifié et de services spécifiques selon leur profil.

Madame Sabine MIRAL précise que la participation financière de la collectivité a pour seul but de couvrir une part des dépenses engagées par la région académique pour la mise à disposition du logiciel, l'assistance, et l'accompagnement des utilisateurs. La participation des collectivités est fixée à 41 € TTC par école et par an. La collectivité a inscrit 4 écoles pour l'année scolaire 2026-2027, pour un montant correspondant à 4 x 41€ soit 164 €.

Le paiement des participations financières par année scolaire s'effectue après émission par la région académique d'un titre de perception à l'encontre de la collectivité.

Madame Sabine MIRAL précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif. Elle ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT-école), pour l'année scolaire 2026-2027, pour les écoles publiques,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document afférent à ce dossier.**

30. Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association du Théâtre à Moudre : approbation de la convention

Monsieur le Maire expose que le Festival de théâtre « Deuxième Acte, scène 8 » s'est déroulé du jeudi 28 mai au samedi 30 mai 2026.

A cette occasion, quatre pièces de théâtre se sont succédé sur la scène de La Baleine lors de cette édition. Plus de 1 000 spectateurs ont assisté aux représentations et ont particulièrement apprécié la qualité ainsi que la diversité des spectacles proposés.

À l'issue du festival, le Prix de la Ville et le Prix du Public ont été attribués à la compagnie La Divine Comédie pour sa pièce « Une semaine pas plus », récompensant ainsi la qualité de sa prestation.

Monsieur le Maire ajoute que l'association castonétoise Théâtre à Moudre, représentée par Monsieur Didier DULAC, en sa qualité de Président, travaille chaque année conjointement avec les services de la Ville pour l'organisation de cet événement théâtral.

Aussi, afin de soutenir l'implication de l'association notamment pour la recherche, la prise de contact et l'accueil des troupes, il est proposé aux membres du conseil municipal de verser au Théâtre à Moudre une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 600 euros dans le cadre et aux conditions fixées dans une convention.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **décide d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 600 euros à l'association du Théâtre à Moudre,**
- **approuve la convention de subvention,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.**

Monsieur le Maire : « *Je tiens à saluer la qualité des pièces de théâtre cette année qui, comme chaque exercice, ont ravi les spectateurs.* »

31. Approbation d'une convention de partenariat entre le musée Soulagès et la Ville d'Onet-le-Château

Monsieur le Maire indique que la convention de partenariat conclue entre le musée SOULAGES et le théâtre La Baleine, visant à favoriser la coopération culturelle entre les deux structures, arrive à échéance en juillet 2026.

Au vu de l'intérêt de ce partenariat en matière de valorisation de l'offre culturelle du territoire, il est proposé de renouveler cette convention dans les mêmes termes.

La convention a pour objet de définir et de préciser les modalités du partenariat établi entre les parties.

Monsieur le Maire ajoute que les engagements réciproques, sans contrepartie financière, visent :

- à prendre en compte l'agenda des événements des partenaires,
- à mettre en valeur les programmations respectives,
- à se mentionner mutuellement sur les supports de communication des événements organisés en commun dans le cadre d'un partenariat,
- à favoriser le développement de nouveaux publics potentiels,
- à proposer un événement hors les murs, si une opportunité en cohérence avec la programmation du partenaire se présente.

Monsieur le Maire ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la convention de partenariat,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.**

32. Opération façades (2025-2026) : aide aux travaux

Madame Sabine MIRAL rappelle aux membres du Conseil Municipal que Rodez agglomération a fait le choix d'une politique en faveur du patrimoine et de sa mise en valeur, par des aides à la rénovation des façades afin de favoriser l'embellissement des villes, des bourgs, la restauration du patrimoine urbain et contribuer à la qualité du cadre de vie des habitants de l'agglomération.

Elle ajoute que conformément aux délibérations sus-référencées, la commune d'Onet-le-Château participe financièrement au programme « Opération Façades » et vient compléter les aides attribuées par Rodez agglomération.

Retenant que le dossier ci-après satisfait au règlement d'attribution des aides et qu'il a obtenu un avis favorable de la commission « façades » dématérialisée du 5 juin 2026, il est donc proposé de lui octroyer une subvention comme détaillée ci-après qui prend en compte l'attribution d'aides publiques complémentaires (ANAH) sur les mêmes postes de travaux :

N° dossier	Adresse du projet	Nature des travaux	Montant des travaux (HT)		Montant subvention communale (20 %)
			Eligibles (plafond 20 000 €)	Subventionnés par l'Opération Façades	

				après écrêtement des autres aides publiques	
20	18 avenue des Rosiers	Isolation thermique par l'extérieur enduit hydraulique finition talochée	16 681 €	16 681 €	3 336 €

Madame Sabine MIRAL ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide d'attribuer la subvention indiquée ci-avant pour un montant de 3 336 € pour les travaux susmentionnés,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

Monsieur le Maire : « *Pour la prochaine note, Madame Sabine MIRAL va momentanément nous quitter.* »

33. Route d'Espalion - Convention de servitude entre Enedis et la commune d'Onet-le-Château

Monsieur Maurice QUATTROPANI expose aux membres du conseil municipal que la société Enedis doit prochainement réaliser des travaux de raccordement électrique pour alimenter une infrastructure de recharge pour véhicules électriques à installer sur la parcelle communale sise route d'Espalion.

Il ajoute que pour ce faire, ladite parcelle communale cadastrée BY n°533 sera traversée par deux canalisations souterraines et ses accessoires techniques, à établir à demeure, dans une bande de 3 mètres de large et sur une longueur totale estimée à 23 mètres, nécessitant de consentir à la société Enedis une servitude de passage.

Monsieur Maurice QUATTROPANI précise qu'à l'issue des travaux et aux frais de la société Enedis, ladite convention sera authentifiée par acte notarié afin de formaliser la servitude consentie et l'inscrire en droit au service de la publicité foncière.

Il ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve la convention de servitude à passer entre Enedis et la commune d'Onet-le-Château,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique à intervenir.

Monsieur le Maire : « *Nous pouvons indiquer à Madame Sabine MIRAL de venir nous retrouver.* »

34. Rue des Narcisses - Convention de servitude entre la société GRDF et la commune d'Onet-le-Château

Monsieur Maurice QUATTROPANI expose aux membres du conseil municipal que la société GRDF doit prochainement réaliser des travaux d'extension du réseau gaz pour alimenter l'immeuble sis 10 rue des Narcisses.

Il ajoute que pour ce faire, la parcelle communale cadastrée BE n°578 sera traversée par une canalisation souterraine et ses accessoires techniques, à établir à demeure, dans une bande de 4 mètres de large et sur une longueur totale estimée à 22 mètres, nécessitant de consentir à GRDF une servitude de passage.

Monsieur Maurice QUATTROPANI précise qu'à l'issue des travaux et aux frais de la société GRDF, ladite convention sera authentifiée par acte notarié afin de formaliser la servitude consentie et l'inscrire en droit au service de la publicité foncière.

Il ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la convention de servitude à passer entre la société GRDF et la commune d'Onet-le-Château,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique à intervenir.**

35. Travaux de rénovation énergétique de l'Hôtel de Ville : approbation de l'Avant-Projet Définitif (APD)

Monsieur Maurice QUATTROPANI rappelle que par délibération N°PACV/122-2023 le Conseil Municipal d'Onet-le Château du 2 octobre 2023 avait approuvé l'avant-projet définitif pour les travaux de rénovation énergétique de l'Hôtel de Ville et le plan de financement prévisionnel de cette opération.

La précédente opération en prenait que partiellement en compte la problématique du froid en période de fortes chaleurs.

Aussi, compte tenu de l'évolution des conditions climatiques et de la répétition des périodes de fortes chaleurs, il a été décidé de procéder à une redéfinition des travaux de rénovation à mettre en œuvre à l'Hôtel de Ville afin de renforcer les solutions de rafraîchissement des locaux.

De ce fait, il convient aujourd'hui d'approuver un nouvel APD présenté par le maître d'œuvre EGIS comprenant les travaux ci-dessous :

- Réfection des façades
- Remplacement de toutes les menuiseries extérieures y compris celles amiantées
- Mise en œuvre d'occultations
- Réfection y compris isolation de la toiture terrasse si nécessaire
- Isolation en sous-face des planchers de l'HDV
- Mise en œuvre d'une PAC avec régulation bureau par bureau
- Réfection de la ventilation
- Mise en œuvre d'une GTC

- Mise en place de panneaux photovoltaïques en auto consommation

Les travaux, d'une durée d'environ 1 an, seront effectués façade par façade. L'intervention concernant les travaux intérieurs et notamment la mise en œuvre de la PAC ainsi que de la ventilation se feront niveau par niveau.

Monsieur Maurice QUATTROPANI indique également que la présence d'amiante dans les menuiseries actuelles implique des protocoles spécifiques et des contraintes particulières notamment s'agissant d'un site occupé induisant un coût supplémentaire.

Le montant actualisé des travaux de l'opération au stade de l'APD est estimé à 1 647 300 € HT soit 1 976 760 € TTC.

Monsieur Maurice QUATTROPANI rappelle que l'autorisation de programme votée sur cette opération a été validée par le conseil municipal à hauteur de 1 805 000 € HT soit 2 166 000 € TTC

Compte tenu de ces éléments, il convient d'approuver le plan de financement réactualisé comme suit :

Financiers	Montant € HT	% de l'opération
DSIL	65 000 €	3,9%
Département	100 000 €	6,1%
Région	20 000 €	1,2%
Fonds verts	220 640 €	13,4%
Ville d'Onet-le-Château (autofinancement)	1 241 660 €	75,4%

Il ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve l'Avant-Projet Définitif concernant les travaux de rénovation énergétique de l'Hôtel de Ville, tel que présenté ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'exécution des présentes dispositions et de signer tout document relatif à ce projet.

Monsieur le Maire : « *Cela va nous permettre d'avancer. C'est un dossier qui maintenant se fait de plus en plus prégnant car les conditions thermiques de travail sont quand même problématiques par les temps qui courent.* »

36. Travaux aménagement RD888 Traverse de La Roquette - Transfert partiel dans le domaine communal d'un bien de section

Madame Sabine MIRAL rappelle aux membres du conseil municipal que l'opération « RD 888 Traverse de La Roquette », partenariat entre le Département et la commune d'Onet-le-Château, figure au programme pluriannuel 2022-2026 d'aménagement des routes départementales sur le territoire de la communauté d'agglomération et que par délibération PACV/19-2026 en date du 23 février 2026, la convention fixant les modalités de partenariat avec le Département a été approuvée par le conseil municipal.

La configuration actuelle du carrefour de la RD 888 (route de Laissac) et la RD 29 (route d'Agen d'Aveyron) dans la traverse de l'agglomération « La Roquette », présente un risque avéré pour la sécurité des riverains, des piétons ainsi que des différents usagers de ces voies. Ce secteur constitue un axe structurant particulièrement fréquenté par des usagers locaux et de transit. Il supporte quotidiennement un trafic important composé de véhicules légers, de poids lourds, d'engins agricoles, de transports scolaires ou encore de deux roues.

C'est notamment face à ces difficultés croissantes de circulation et de sécurité, que l'opération d'aménagement d'intérêt général dudit carrefour a été décidée par les deux collectivités.

Les travaux projetés consistent en la mise en place de feux tricolores au droit du carrefour RD 888 (route de Laissac)/RD29 (route d'Agen d'Aveyron) afin de sécuriser et de fluidifier la circulation provenant de la RD 29 (Agen d'Aveyron), notamment pendant les heures de pointe.

Ils comprennent également des aménagements annexes obligatoires, tels que la reprise du quai bus dans le sens Laissac/Rodez et l'amélioration de la sortie du château sur la voie communale « chemin du Pastre », cette voie communale voyant son régime de circulation évoluer.

Pour répondre à cette contrainte technique et de sécurisation de sortie du château sur le « chemin du Pastre », future voie à sens unique en montée, une zone de déblais pour giration doit être réalisée. Cette intervention, rendue nécessaire par l'étroitesse de la chaussée, permettra de satisfaire aux exigences de giration des véhicules légers et utilitaires en limitant les manœuvres complexes susceptibles de générer des risques pour les usagers.

L'emprise foncière concernée par ce projet de création d'un déblai pour giration en bordure de voirie, est, pour partie le bien sectional cadastré BO n°64, propriété de la section dénommée « section de La Roquette ». Par délibération PACV/92-2026 en date du 5 juin 2026, le conseil municipal a autorisé la division parcellaire dudit bien sectional.

Il résulte du plan de division parcellaire réalisé par Monsieur Cyril Teyssèdre, géomètre expert, que la parcelle mère cadastrée BO n°64 du bien de la section dénommée « section de La Roquette », d'une contenance de 20a31ca, a été divisée en deux parcelles filles : la BO n°183 du bien de la section dénommée « section de La Roquette » d'une superficie de 00a53ca, objet de la présente délibération et de la BO n°184 du bien de la section dénommée « section de La Roquette » d'une superficie de 19a78ca.

C'est ainsi que la réalisation du projet précité est conditionnée au transfert à la Commune de la parcelle fille cadastrée BO n°183 issue de la parcelle mère cadastrée BO n°64.

Madame Sabine MIRAL rappelle aux membres du conseil municipal que concernant les biens de section et dès lors qu'il s'agit de mettre en œuvre un objectif d'intérêt général, l'article L.2411-12-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'en absence de commission syndicale, le conseil municipal peut, par délibération, demander au Préfet du département de prendre un arrêté de transfert de tout ou partie d'un bien de section.

Elle ajoute que la délibération du conseil municipal doit être publiée dans un journal habilité à recevoir des annonces légales, diffusée dans le département et affichée en mairie pendant une durée de deux mois durant laquelle les membres de la section peuvent présenter leurs observations.

Puis dans les deux mois à compter de l'arrêté de transfert, le représentant de l'Etat dans le département porte ce transfert à la connaissance du public et notifie l'arrêté au Maire de la commune à la fin d'affichage en mairie d'une durée de deux mois.

Aussi, retenant que l'aménagement du « chemin du Pastre », qui participe à la sécurité et la fluidité des manœuvres, constitue un préalable indispensable qui s'inscrit dans l'opération d'intérêt général de sécurisation du carrefour RD 888 (route de Laissac)/RD 29 (route d'Agen d'Aveyron), il est proposé aux membres du conseil municipal d'approuver la demande de transfert dans le domaine communal de la parcelle fille cadastrée BO n°183, du bien de la section dénommée « section de La Roquette » d'une contenance de 00a53ca, et de solliciter de Madame la Préfète de l'Aveyron la prise de l'arrêté de transfert correspondant.

Madame Sabine MIRAL ajoute que ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen de la commission en date du 22 juin 2026.

Monsieur le Maire : *« L'aménagement de ce carrefour est important à la fois, comme nous l'avons vu, pour la sécurité des personnes et des biens et il permet aussi de désaturer les accès depuis la route d'Agen d'Aveyron et la zone industrielle d'Arsac. Je dois dire que le fait de rendre plus fluide la circulation devrait permettre à certaines entreprises de s'implanter sur la zone d'Arsac alors que jusqu'à maintenant, elles étaient réservées par rapport à ces difficultés de circulation.*

Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide du transfert partiel dans le domaine communal du bien de section cadastré BO n°183, propriété de la section de La Roquette tel qu'indiqué ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à solliciter la prise d'un arrêté de transfert auprès de Madame la Préfète de l'Aveyron,
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : *« Ce conseil municipal est maintenant terminé. Je vous remercie toutes et tous de votre participation, de votre présence malgré les conditions climatiques extérieures qui sont éprouvantes mais, dans cette salle, satisfaisantes.*

Veuillez noter que le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 28 septembre, à 19h et que la commission se déroulera le lundi 21 septembre, à 18h30.

Je souhaite à celles et ceux qui en auront, de bien profiter de leurs vacances et de nous retrouver en pleine forme à la rentrée. Je vous remercie. »

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à dix-neuf heures et cinquante minutes.

La Secrétaire de séance,

Le Maire,

Sabine MIRAL

Jean-Philippe KÉROSLIAN